

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACCTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

« Au surplus, la C.G.T. entend continuer à aider matériellement sous toutes les formes les combattants pour l'Espagne libre. Elle le fera sous sa propre responsabilité sans tenir compte des décisions pouvant être prises sur les terrains parlementaire ou gouvernemental ».

Léon JOUHAUX.

Discours prononcé au C.C.N.

POUR UNE FOIS NOUS SOMMES D'ACCORD. NOUS SAURONS NOUS SOUVENIR DES PAROLES DE JOUHAUX.

La Révolution Espagnole d'abord !

Les événements se précipitent. Chaque jour nous voyons avec anxiété le fascisme et la guerre s'avancer à grands pas.

Le grand combat que nos camarades mènent en Espagne devient l'axe de tous ces problèmes.

Depuis le début de la lutte nous n'avons cessé de répéter que la victoire du fascisme de l'autre côté des Pyrénées déterminerait la victoire en France. Danger plus grave, les impérialismes tentent de profiter de la lutte des travailleurs espagnols pour provoquer la guerre.

La guerre est avant tout la défaite du prolétariat. Dans les circonstances présentes elle sera d'abord l'écrasement de la révolution espagnole.

Nous ne devons pas permettre cela. Il faut que nos frères ibériques triomphent, avant que les impérialismes aient réussi à établir leurs jeux. C'est de leur succès que dépend l'avenir.

Nos camarades ne triompheront qu'à la condition qu'ils reçoivent les armes dont ils ont besoin.

Nous pouvions espérer, dès le début de la lutte, que la non-intervention du gouvernement Blum, que les beaux discours à Genève, n'empêcheraient pas le socialiste Blum d'accomplir son devoir vis-à-vis des travailleurs d'Espagne. Malheureusement il n'en fut rien, suivant la politique des sociaux-démocrates de tous les pays, il veut gouverner dans l'ordre et la tranquillité. Chaque jour davantage il cède au chant des chiens fascistes, il capitule devant les exigences des radicaux qui, en bons bourgeois, craignent davantage la révolution que le fascisme. Sa prétendue politique de paix est simplement la politique de l'impérialisme français, qui ne veut pas s'engager dans la guerre avec le seul appui de la Russie.

Le resserrement des Etats démocratiques France, Angleterre, Etats-Unis poursuivi par lui est aussi dangereux pour la paix que la politique des dictateurs Mussolini, Hitler et Staline.

Seul le triomphe de la révolution espagnole empêchera la guerre. Et puisque le gouvernement Blum ne comprend pas son devoir, c'est au prolétariat français de lui imposer.

Ne crions pas : « Blum à l'action » mais « prolétaires à l'action ». Nous ne demandons pas au gouvernement de reconsidérer le problème de la non-intervention. Ceci nous importe peu ; ce que nous demandons c'est que, officiellement ou officieusement, les révolutionnaires espagnols puissent acheter librement des armes en France.

La guerre et la révolution poursuivent une lutte de vitesse, de la victoire d'une dépend la défaite de l'autre.

La victoire d'une révolution en Espagne aura des répercussions considérables en France et aussi en Allemagne et en Italie. Le vieux monde capitaliste ne résistera pas à ces secousses, et même si elles ne déterminent pas sa perte totale, il n'osera pas s'engager dans la guerre avec dans son sein un tel foyer révolutionnaire.

Notre action est donc nettement tracée : assurer d'abord la victoire du prolétariat espagnol car d'elle dépend le maintien de la paix et notre libération totale.

DI MANCHE

13 décembre

GRANDE FETE

du « libertaire »

(VOIR LES DETAILS EN 5° PAGE.)

En 3° page : Les informations d'Espagne

En 4° page : Le meeting du Vél' d'Hiv'

En 5° page : Guerre, Bluff, Blocus par L. Huart.

La classe ouvrière et la rentabilité des entreprises capitalistes par Charles Robert.

En 6° page : La révolution espagnole et l'impérialisme

par Jean Bernier.

BLUM A L'ACTION... ...contre l'Espagne libérale et ouvrière !

On connaît les faits : Companys, qui avait été prié par la C.N.T., l'U.G.T., la F.A.I. et le P.S.U.C. d'aller parler au peuple parisien, n'a pu remplir sa mission, le gouvernement français de Front populaire s'y étant opposé.

Je tiens à faire ici une relation de tous les incidents se rapportant à l'organisation de notre dernier meeting du Vél' d'Hiv', de façon que ni M. Blum ni ses sous-ordres n'aient la possibilité d'atténuer par des mensonges l'odieux de leur attitude.

J'avais pensé que la venue de Companys à Paris, dans les conditions projetées, devait revêtir une extrême importance, tant au point de vue populaire que diplomatique, et que le criminel blocus des pacifistes à l'eau de rose ne survivrait peut-être pas aux effets de notre manifestation.

Je persiste à croire que mes prévisions n'étaient pas absurdes, et les commentaires faits autour de notre meeting — pourtant saboté du fait de l'absence de Companys — le démontrent surabondamment.

Je suis contre la guerre ; je l'ai prouvé déjà et, à l'occasion, je le prouverai encore. Mais je suis aussi contre le blocus qui étouffe une révolution et fait massacrer la fleur d'une nation par toute la canaille internationale.

Je ne veux pas sauver les maroquins des ministres de Front populaire en trahissant les intérêts des travailleurs espagnols, en manquant à ce premier devoir de l'internationale anarchiste qui nous commande de voler au secours des anarchistes espagnols, dont le nombre, la force, la vaillance dans le combat, la sagesse dans l'administration économique, imposent au monde entier au moins le respect quand ce n'est pas l'enthousiasme.

Je suis contre la guerre, mais je ne veux pas qu'avec la peur de la guerre on nous maintienne dans l'inaction la plus pernicieuse et que l'on nous interdise de prendre part à la lutte qui se déroule à nos côtés, là, au delà des Pyrénées.

Que crève le gouvernement Blum, je m'en fous ! Mais que vivent nos camarades espagnols, qu'ils vivent intensément !

C'est dans cet état d'esprit que, mandaté par le Comité pour l'Espagne Libre, j'ai organisé la manifestation du

6 décembre. Cela ne veut pas dire que j'aie agi imprudemment, ni que je n'aie pas pris toutes les précautions pour éviter les écueils qui pouvaient barrer la route de Paris, au Président Companys.

On va en juger. J'ai, plus de quinze jours avant le meeting, avisé de sa tenue et de son déroulement, le parti socialiste, le parti communiste, toutes les personnalités (et bien d'autres) que j'ai prises comme orateurs ; personne ne m'a fait la moindre objection, personne ne m'a indiqué que la participation de Companys impliquait des inconvénients.

Dix jours avant le 6 décembre, des journaux ont annoncé, certains en première page, notre meeting sans que le gouvernement opère la moindre réaction. Il connaissait pourtant les organisateurs du meeting du 6 décembre, puisque au moment de la préparation de celui d'octobre, il les avait appelés à la présidence du Conseil pour leur demander d'abandonner leur projet d'abord.

Je me décidai donc à me rendre à Barcelone prévenir le président Companys que la route de Paris était libre. Avant, j'obtins que l'ambassadeur d'Espagne à Paris, me reçoive. J'exposai à celui-ci le sens de la manifestation du 6 décembre, il y applaudit. Je le priai de me dire s'il ne croyait pas que des incidents, gênants pour Companys, en pouvaient surgir, il me répondit que non.

— Voudrez-vous, lui dis-je encore, écrire au président du Conseil de France et à son ministre des Affaires étrangères, afin de leur demander une audience pour M. Companys quand il sera à Paris ?

L'ambassadeur m'affirma qu'il le ferait.

Pouvais-je, avec plus de précautions, préparer la venue en France du Président Companys ?

Pouvais-je, puisque la manifestation était dirigée contre le blocus, contre la politique criminelle du gouvernement Blum, pouvais-je demander à ce dernier de la prendre sous son égide ?

Qui me fera le reproche de ne m'être point prêt à ce jeu où j'étais assuré de perdre ?

C'est seulement vendredi matin, 4 décembre, que je fus mis au courant des intentions du gouvernement, et que je vis se dérouler la manœuvre. M.

Moch avait été chargé d'exécuter la machination, il y fut aidé, d'ailleurs, par des gens de la Généralité. J'apprenais par M. Moch que le gouvernement interdirait plutôt notre meeting, qu'il ferait plutôt arrêter M. Companys à la frontière que de laisser parler au Vél' d'Hiv' le président de la Catalogne.

A la même heure, Companys était avisé par le consul de France à Barcelone des « bonnes » dispositions à son égard du gouvernement de Front populaire.

Companys eut le courage de partir quand même.

En arrivant à la frontière, il y trouva des policiers, des gardes mobiles et un préfet qui lui signifia qu'il ne pouvait pénétrer en France qu'à la condition de s'arrêter à Toulouse et de ne poursuivre sa route sur Paris qu'après le 6 décembre.

Companys eut la dignité de rebrousser chemin.

Pourquoi M. Blum fit-il, 48 heures avant la tenue de notre meeting, cette sale opération ?

Pas besoin d'être grand clerc pour en deviner les raisons.

Vendredi et samedi, un débat avait lieu à la Chambre des députés sur les événements d'Espagne et leurs conséquences internationales. M. Blum, craignant que les communistes ne votent pas pour lui, et désirant rattraper au centre-droit ce qu'il appréhendait de perdre à l'extrême-gauche, donna des gages à M. Flandin en traitant Companys en interdit de séjour.

Et l'on voudrait, dans certains milieux pacifistes, que nous soyons en extase devant la politique d'un Blum ; allons donc !

Et certains camarades anarchistes hésitent à se lancer dans la défense de la révolution espagnole, parce que M. Blum, ses agents, sa presse vont criant partout qu'ils empêchent la guerre. Pauvres nigauds !

Nous ne serons pas dupes, nous.

Et nous marcherons à fond contre le fascisme espagnol, contre le fascisme international et... contre le gouvernement français, dont il est évident que les tractations mettent en péril en même temps et la paix du monde et la révolution ibérique.

Louis LECOIN.

A bas l'union sacrée

Le grand débat sur la politique extérieure du gouvernement Blum s'est terminé d'une façon attendue : par l'absentéisme des communistes auxquels se sont substitués des éléments du centre jusqu'à faire une majorité sensiblement égale à celle dite de Front Populaire.

Cet aspect parlementaire du problème international, tel qu'il se pose au gouvernement français, n'est pas celui qui nous intéresse. Nous voyons trop clairement quelles manœuvres se dissimulent derrière l'attitude des nouveaux soutiens du cabinet et des dissidents communistes. Ceux-ci, notons-le en passant, eussent été fort embarrassés si le gouvernement Blum, tenant sa parole, eût démissionné sur-le-champ, les privant ainsi des avantages qu'ils comptent tirer ultérieurement d'une reprise de la politique de soutien, ainsi que l'annonce le communiqué du secrétariat du parti.

Ces misérables combinaisons politiciennes, dans un moment où le sort du monde se décide, sont trop dans la ligne stalinienne pour que nous en soyons étonnés. Et nous ne leur accorderions pas un commentaire, si elles ne s'accompagnaient d'une manœuvre corrélatrice du gouvernement et des partis de droite, manœuvre qui a abouti, comme on sait, à une affirmation renouvelée du gouvernement et reprise par les orateurs d'extrême-droite, qu'en un cas d'agression de la France, l'unanimité du pays se dresserait pour la défendre. C'est ici que notre attention doit être attirée. On aurait tort de prendre ces déclarations comme autant de formules rituelles qu'on a déjà maintes fois entendues au cours des débats parlementaires. Ce qui est grave, justement, c'est sur ce point, le changement total dans l'attitude de la droite à l'égard de la politique du gouvernement Blum. Jusqu'à présent les partis qui expriment le mieux la volonté du grand capitalisme avaient fortement marqué leur refus de s'associer à la politique extérieure du Front Populaire, ce qui les avait amenés parfois à adopter une attitude paradoxalement pacifiste. A l'égard de l'Allemagne, en particulier, ils avaient à plusieurs reprises opposé aux provocations anti-hitlériennes de l'aile communiste de la majorité, une politique de rapprochement franco-allemand.

Or cette opposition radicale qui pouvait à juste titre constituer une garantie contre une menace d'union sacrée s'est résolue au cours des derniers jours. Certaines déclarations de Léon Blum ont été unanimement applaudies, certains passages de son discours et de celui de Delbos, relatifs aux intrusions fascistes dans les affaires d'Espagne, ont été approuvées par ceux-là mêmes qui, pour des motifs qu'on comprend, ont voté contre le gouvernement. Il y a là, répétons-le, un revirement extrêmement significatif et grave. Si on le rapproche d'un article récent de Kerillis dans l'Echo de Paris dans lequel la mainmise de l'impérialisme allemand sur l'Espagne fasciste est dénoncée comme un péril pressant qui oblige les nationaux français à changer de front et de tactique, on comprend immédiatement le sens de la conversion dont nous sommes les témoins.

A cet égard, on peut dire qu'un pas de plus vient d'être fait vers la guerre. Jusqu'à présent l'écrasement de la révolution espagnole était considéré comme une entreprise éminemment louable et il ne déplaisait pas à certains nationaux que le général Franco reçût, pour cette fin, l'aide clandestine de mercenaires italiens ou allemands. Mais les efforts du gouvernement de Berlin pour monnayer leur concours au prix de portions importantes du territoire espagnol constituant une menace trop directe contre les intérêts de l'impérialisme français pour qu'une réaction ne se produise pas et que l'Allemagne ne redevenue pas du même coup l'Ennemi Public numéro 1.

Ainsi les partis du Front Populaire qui ont inscrit la paix parmi leurs objectifs principaux travaillent à l'envi et de concert avec les pires ennemis du peuple à nous préparer une nouvelle guerre qui verrait se réaliser une fois de plus l'union de tous les partis contre l'ennemi commun : l'Allemagne.

Plus que jamais un mot d'ordre s'impose devant les excitations patriotiques des ministres du Front Populaire : A bas l'Union Sacrée ! LASHORTES.



La salle du Vél' d'Hiv pendant le meeting

Un pauvre sire : Pierre Scize

Ayant, à la suite de son voyage en U.R.S.S., écrit ce qu'il avait vu au « paradis » des prolétaires, M. André Gide se voit violemment pris à partie par Pierre Scize. « M. André Gide, nous dit celui-ci, est un petit garçon ». Et en lettres énormes, il annonce son article : « Un pauvre bougre : André Gide ».

Loi de nous la pensée d'encenser André Gide, écrivain de talent, mais que nous soupçonnons d'appartenir à la catégorie, « d'ailleurs nombreuse, des intellectuels « giquettistes ». André Gide s'est laissé porter aux nues par les communistes sans savoir exactement de quoi il s'agissait. En sorte qu'il découvre aujourd'hui avec quelque naïveté, ce que nous proclamons depuis dix ans. Du moins a-t-il l'honnêteté d'avouer sa déconvenue. D'autres ont fait taire leur conscience, préférant entonner en chœur les louanges de l'U.R.S.S., plutôt que de se voir interdire l'accès au râtelier soviétique.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas à M. Pierre Scize qui, ces temps derniers, « giquetta » passablement, à donner des leçons de constance à autrui. Surtout en de tels termes ! Car son réquisitoire ne contient qu'insultes et basses insinuations. Il nous raconte que M. André Gide, alors qu'il avait vingt-cinq ans, fit attendre un ami à un rendez-vous. Qu'il est « près de ses sous ». Enfin, qu'il est pédéraste. Et il en déduit que si M. André Gide est furieux contre la Russie soviétique, c'est parce que là-bas les homosexuels sont emprisonnés comme contre-révolutionnaires. Nous sommes pour le moins aussi étonnés que M. André Gide d'apprendre que le gouvernement de Staline traque les « tantouzes » comme anticollectivistes.

Bref, ayant lu, relu et disséqué le papier de Pierre Scize, nous nous apercevons qu'il ne contient que ragots, médisance et histoires de concierge.

« M. André Gide croyait entrer dans un palais, il a pénétré sur un chantier et s'en est montré déçu », nous dit Pierre Scize. Je ne crois pas que cela soit tout à fait exact. M. André Gide a surtout été surpris de voir que les murs qu'on édifiait servaient moins à faire des maisons qu'à fusiller les ennemis du régime.

« Sous prétexte qu'on ne peut composer que des opéras répondant au goût du peuple, André Gide en déduit qu'il n'y a point de liberté d'écriture », déclare encore Pierre Scize.

Je pense plutôt que l'incarcération de Zeust Muesham, la déportation de Victor Serge, etc., donnèrent à l'auteur des « Nourritures terrestres » l'opinion qu'il a quant à l'exercice de la liberté en U.R.S.S. « Le peuple russe, heureux et fier, proclame Pierre Scize, est reconnaissant à son maître bien-aimé, de ses destinées et M. André Gide s'en étonne. Ne sait-on pas que l'éthique gidiennne veut qu'on morde la main qui vous caresse et qu'on crache au visage de qui vous veut du bien ».

Nous nous apercevons qu'à l'encontre, la morale « scizienne » enseigne de ménager la main qui paie le plus cher.

Car M. Pierre Scize n'a vraiment pas le



droit de donner des leçons à qui que ce soit. Après avoir écrit contre la Légion d'honneur, il a demandé la Légion d'honneur. Après avoir été pacifiste intégral, il est patriote soviétique. Il fut un temps où Pierre Scize disait comme « Musse » : « En cas de guerre, je refuse mon fascisme de mobilisation ». Aujourd'hui, n'étant plus mobilisable, il exhorte les autres à l'accepter.

Enfin, M. Pierre Scize, ancien combattant, ancien anarchisant, ancien pacifiste intégral reproche à M. André Gide d'avoir durant la guerre mis « sa précieuse personne » à l'abri et de ce fait de n'avoir pu comprendre ce que sont « les disciplines nécessaires à un peuple qui défend sa liberté ».

Ainsi donc, de l'avis de M. Pierre Scize, en 1914 on se battait pour la liberté ? Enchanté de cet aveu !

Toutefois, monsieur Pierre Scize, une question : Quand êtes-vous sincère ? Quand vous vous faites couper le bras pour le Droit et la Civilisation ? Quand vous vous faites décorer ? Quand vous êtes « combattant de la paix » ? Ou quand vous préchez la prochaine ? On aimerait savoir !

De toutes façons, pour nous la cause est entendue. Les intellectuels dits prolétaires ne méritent pas, pour la plupart, la confiance des travailleurs. Et comme le dit Pierre Scize, M. André Gide est peut-être un pauvre bougre. Mais ce qui est sûr, c'est que Pierre Scize est un habile Frégoli.

MAURICE DOUTREAU.

ART ET TRAVAIL

Alors que les directeurs de théâtre se lamentent sur leur triste sort, les acteurs s'organisent en collectifs, basés sur des principes nouveaux, suppression des vedettes, égalité de cachet quel que soit le rôle, sélection des œuvres jouées, etc.

Hier, c'était Fraternité qui interprétait brillamment *La Grande Retape*, de notre ami Patroli.

Voici qu'à présent un nouveau collectif, « Art et Travail », nous présente une pièce russe de Valentin Kataïeff, *Le Chemin de Fleurs*.

C'est une comédie alerte et fraîche qu'interprète brillamment une troupe d'acteurs talentueux, jouant avec d'autant plus de cœur qu'ils savent avoir affaire à un public prolétaire et qu'ils se sentent dans une certaine mesure délivrés de l'oppression capitaliste.

Aussi, les applaudissements ne leur sont pas ménagés. C'est le succès.

Qu'en pensent MM. Maurice Lehmann et Léon Deutsch qui, dernièrement, quittèrent l'Association des Directeurs en claquant les portes, en refusant d'examiner les revendications des machinistes ? — M. D.

LE CHACAL DE LA SIERRA

Après avoir semé la mort et l'épouvante
Sous les yeux des corbeaux repus et satisfaits,
Franco roule à plaisir dans une horreur sanglante
Qui réveille en nos cœurs des sanglots étouffés.

Il n'est pas, celui-là, qu'un sabreur de brocante ;
Il a pour souteneurs des alliés tout puissants ;
Il bombarde Madrid, Carthagène, Alicante,
Et rougit terre et ciel d'un carnage incessant.

Mais qu'importe à ce lâche un tel cycle d'épreuves
Et l'aspect douloureux d'un pays ravagé,
Et les cris déchirants des vieillards et des veuves
Devant ceux qu'on abat, tels des chiens enragés !

Il mettra, s'il le faut, toute l'Europe en flammes
Pour courber sous sa loi les miliciens rétifs ;
Et le Dieu des chrétiens fera l'appel des âmes
Dans les tas d'innocents qui seront brûlés vifs...

Il tuera, s'il le faut, tous les enfants d'Espagne
Pour étouffer le jour qui point à l'horizon ;
Ceux qu'il épargnera vivront comme en un bagne,
Et les vautours diront : « Le chacal a raison ! »

Mais, malgré les douleurs, les trahisons, les ruines,
Le fier peuple ibérique est encore indompté...
Et le cœur généreux qui bat dans sa poitrine
Vibre pour la révolte et pour la liberté !

Franco, brigand maudit, si fort que tu paraisses,
Tu seras quelque jour un fantôme aux abois ;
Et la mort que tu sers finira ton ivresse
En noyant ton orgueil dans le sang que tu bois !

EUGENE BIZEAU.

le libertaire

A BESOIN DE L'AIDE EFFICACE DE SES AMIS ABONNEZ-VOUS

52 Numéros... 22 fr.
26 —... 11 fr.

ETRANGER

52 Numéros... 30 fr.
26 —... 15 fr.

Chèque postal :

N. Faucier, Paris 596-03

9, rue de Bondy, Paris (10).

Tél. : Botz, 68-27

Je, soussigné, déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

..... le 193....
Nom
Ville
Rue
Département

Propagande par la chanson

Le C. I. de la région parisienne a décidé, dans sa séance du samedi 5, d'organiser une Tournée de Propagande par la Chanson, avec le concours de nos camarades Charles d'Avray, dans ses œuvres, et Henri Guérin, interprète des œuvres de Gaston Couté. Au cours de chaque séance, un orateur de l'Union Anarchiste fera une conférence sur un sujet d'actualité.

Prière à tous les groupes de la région parisienne désireux d'organiser une séance.

LA LOI SUR LA PRESSE

L'ensemble du projet sur la presse a été voté par 371 voix contre 196. La loi vise, d'une part, à réprimer les erreurs matérielles d'information et, d'autre part, à placer sous le contrôle du gouvernement la conduite morale de la grande presse.

La loi sur la propagation des fausses nouvelles prévoit des peines d'un mois à un an d'emprisonnement, lorsque la falsification aura troublé l'ordre public.

La droite fait ressortir vigoureusement les difficultés qu'il y aurait d'établir qu'une nouvelle est fautive dans sa nature, ou sciemment falsifiée et qu'en fait les poursuites seront laissées à l'arbitraire gouvernemental.

La gauche n'a trouvé de réponse que dans une affirmation de sa force actuelle : « Ce ne sont plus les mêmes qu'avant qui poursuivront ».

La loi sur la diffamation et injures, premier texte du projet de fascisation de la presse, vise à placer hors de toute portée d'opinion, les tribunaux, armées, administrations, tribunaux, c'est-à-dire à renforcer l'appareil coercitif de l'Etat. Les morts eux-mêmes, les morts sacrés de la bourgeoisie ne sont pas épargnés de la protection des lois.

La droite, encore une fois, intervient pour demander que nul ne puisse être placé au-dessus de la commune critique.

La gauche vote, par 370 voix, cette loi qui met d'un bloc tout l'appareil gouvernemental à l'abri de la critique et de la lumière.

Dorénavant, sur la foi d'une affirmation de police, un scandale ne pourra plus être découvert sans attirer à la presse des poursuites et des amendes équivalant à son musellement.

Les articles 42 et 43 resserrent autour de l'auteur la responsabilité collective des auteurs, gérants, directeurs et imprimeurs.

Et enfin les délits et infractions prévus par la majorité des articles (provocation au meurtre, pillage, incendie, délit de violence contre personnes) sont renvoyés devant les tribunaux correctionnels, remettant les délits à la compétence des juges professionnels, c'est-à-dire resserrant un peu plus autour de l'appareil incontrôlable le carcan des lois.

Et, pour terminer, M. Deschizeaux, de l'Union socialiste, propose un article créant un conseil de l'ordre, deuxième étape vers la fascisation de la presse.

« Ce conseil pourrait être saisi par les organisations professionnelles, les directeurs de journaux, les journalistes et pourrait prendre des sanctions allant jusqu'à l'interdiction d'exercer la profession de journaliste. »

La droite appuie, comme on s'en doute, ce magnifique projet d'étranglement.

La gauche le repousse, démontrant ainsi que le nouveau régime sur la presse est un régime d'exception, renforçant la puissance coercitive du gouvernement, qu'elle contrôle pour le moment, écartant les obscures puissances du journalisme bourgeois, qu'elles ne peuvent pas contrôler.

Nous n'avons nullement à nous élever contre ce régime d'exception. Nous n'avons à formuler que cette critique générale qu'il est une arme dangereuse et trop lourde pour une main débile.

Un gouvernement de compromission préparant un régime de dictature se condamne à subir dans un temps bref les lois qu'il a malaisément forgées.

Et encore une fois notre opposition rentre dans la critique d'ordre plus général que nous adressons à toute la politique du gouvernement.

L. D.

d'écrire de toute urgence à Henri Guérin, au « Libertaire » pour lui indiquer le jour qu'ils désirent (le dimanche, matinée ou soirée) la contenance de la salle et le nombre d'affiches qui leur sera nécessaire.

L'U. A.

Ami lecteur

Après avoir lu ce journal, ne le jette pas, donne-le. Recrute-lui de nouveaux défenseurs.



Propos d'un Paria

Il y a quelques jours, lors d'une première discussion à la Chambre de la loi sur la presse, un certain Quenette crut clouer le bec à son collègue Vaillant-Couturier en lisant, de ce dernier, une page datée du 16 janvier 1934.

A cette lointaine époque, le toujours jeune, semillant, bouillant et super-Vaillant-Couturier s'élevait véhémentement contre un projet Rinaldi qui avait à ses yeux le tort de restreindre la liberté de la presse. Il vitupérait Léon Blum, qui n'était encore qu'un « social-traitre ».

Or, à cette séance de la Chambre, plus fougues que jamais, notre Vaillant ne s'élevait plus contre la correctionnalisation des délits de presse. Au contraire. Il trouvait cette loi, qui sent pourtant son Mussolini ou son Staline à plein nez, trop anodine.

Et, dans un journal du matin, un journaliste, qui pourtant en a vu d'autres, commentant ces faits, posait cette question... saugrenue : « A quel moment Vaillant-Couturier est-il sincère, est-ce quand il défend la liberté de la presse ou lorsqu'il la combat ? »

A l'humanité, on s'est fait des gorges chaudes de l'interdiction du sieur Quenette.

Quel rapport peuvent avoir entre eux les faits qui se sont passés hier et ceux d'aujourd'hui ? Aucun, naturellement.

Sincère il y a deux ans, sincère aujourd'hui, V.-Couturier, tant qu'il restera dans la clique de son parti (dont les sinuosités ne sont que des trompe-l'œil ou des attrape-nigauds) sera toujours sincère.

Et il faut espérer que le gouvernement n'hésitera pas à jeter sur la paille humide des cachots les journalistes assez culottés pour douter publiquement de cette sincérité.

Ah ! s'il fallait reprendre tous les textes publiés sous les signatures de la plupart des hommes politiques depuis seulement une dizaine d'années, s'il fallait comparer les discours prononcés aujourd'hui à ceux qui tombèrent des lèvres des tribuns à cette époque, il y aurait vraiment de quoi se fortifier dans cette idée que la sincérité des hommes est soumise parfois à de bien dures épreuves.

Et si l'on voulait remonter aux années glorieuses de 14 à 18... que pourrait-on penser de vous, pauvres et tristes machines à parler et à écrire selon les besoins du moment ?

Doctrines intangibles, principes immuables, le vent des événements soufflant sur vous en tempête fait vaciller vos défenses d'aujourd'hui des vérités nouvelles avec autant de sincérité qu'ils méritent demain, une fois la bourrasque terminée, pour trouver ces vérités de la veille insipides.

Il n'y a que l'imbécille qui ne change pas, dit-on. Il faut reconnaître que la terre est peuplée d'une majorité de personnes prodigieusement intelligentes. — PIERRE MUALDÈS.

D'AUTRES CHATS A FOUETTER

Le roi Edouard VIII est aux prises avec son gouvernement qui, après avoir regretté qu'il ne fût pas marié, lui cherche noise maintenant sur le choix de la future.

Comme le dit d'une façon tout à fait nouvelle M. Clément Vautel : « Les rois n'épousent pas des bergères ».

Remarquons en passant que la bergère en question n'est pas trop à plaindre quant à la fortune.

Et que le prolétariat a d'autres chats à fouetter qu'à s'apitoyer sur les amours malheureuses des souverains.

LE DISCOURS INTERROMPU

M. Gignoux, économiste distingué et défenseur du régime capitaliste, prétendait dernièrement, à Niort, expliquer aux ouvriers les méfaits des quarante heures, la nécessité des bas salaires et l'indignité que constituent les congés payés aux travailleurs.

Mais ceux-ci, renouvelant une heureuse tactique, ont envahi la salle du meeting fasciste, occupant ainsi l'usine où M. Gignoux travaillait à bourrer les crânes et obligeant le vertueux économiste à faire la grève sur son tas de discours.

SOUS LE SIGNE DU FRONT POPULAIRE

On continue, comme par le passé, à faire appel à la charité publique, sous la forme du timbre antituberculeux, pour combattre un des plus grands fléaux sociaux.

Malgré cela, on continue, comme par le passé aussi, à fabriquer la tuberculose en série sous forme de gaz nocifs, yperite et autres ; les laboratoires recherchent les bactéries les plus mortelles et le budget de la guerre est augmenté de neuf milliards en trois mois (cinq pour l'aviation et quatre pour l'armée).

« A bas les taudis ! A bas les taudis ! Vive la science au service du monde du travail ! etc., etc., » et pour financer le programme, supprimons le budget de la mort », entendait-on sur les tréteaux électoraux il y a six mois. Dans

l'opposition, les promesses sont faciles, mais, arrivés au pouvoir, ils nous disent tous : « Tout n'est pas possible » !

Les anarchistes disent : « Tout est possible, mais il faut bien le vouloir ».

LES EXPLOITS DE FRANCO

Un avion français a été abattu en Espagne et la grande presse est assez discrète, encore que certains de ses envoyés eussent été blessés.

Parmi eux, signalons le reporter de Paris-Soir, Louis Delapré, qui, dernièrement, envoyé spécial dans les rangs gouvernementaux, fit des reportages relativement objectifs et dans lesquels il laissa percer souvent ce qu'il pensait des rebelles.

« LES DAMNES DE LA TERRE »

« Henriette était dans la petite cour, derrière son logement. Elle avait, devant elle, une magnifique chaise à dossier de salon. Assise sur un petit banc, elle poussait le mince ruban de canne de trou en trou sur la chaise en s'aidant du manche de son poignoir pour serrer les liens... »

C'est de cette manière directe sans fioriture, sans « littérature », que débute le magnifique roman de notre ami Henri Poulaille : *Les Damnés de la Terre*. Il retrace l'époque héroïque des luttes syndicales d'avant guerre où nos devanciers firent triompher l'anarcho-syndicalisme.

Ce roman paraît cette semaine, dans la collection *Le chef-d'œuvre*, à 1 fr. 50, où ont déjà paru *L'insurgé de Vallès*, et *La Fortune des Rougons*, de Zola.

Nous avons plaisir à le signaler à nos lecteurs.

N'OUBLIEZ PAS !

DIMANCHE 13 DECEMBRE
FETE DU LIBERTAIRE

APRES LES CHEMINOTS, LES PILOTES D'AVION

La liste est longue — on le sait ou plutôt on ne le sait pas assez — des cheminots soviétiques qui ont été exécutés ou condamnés à de longues peines de prison à la suite d'accidents de chemins de fer.

Bien entendu, l'Humanité qui proteste quand, en France, la justice bourgeoise arrête un ouvrier ou un mécanicien, applaudit quand un ouvrier des transports paie ainsi, en Russie, de sa vie ou de sa liberté, l'incertitude ou le zèle stakhanoviste des tyrans bureaucratiques affamés de rendement.

Jusqu'ici, ce régime éminemment démocratique, ouvrier et socialiste était réservé au petit personnel des transports par voie ferrée et par eau.

Maintenant les pilotes d'avion n'y échappent pas non plus.

La presse russe annonce ces jours-ci que le conseil de guerre de Krasnovarsk vient de condamner à six ans de « privation de liberté » le pilote Koukanov dont l'avion, l'Ant-7, s'écrasa le 23 août dernier, avec onze passagers.

Rescapé de la catastrophe, le prolétaire Koukanov, heureux d'échapper aux balles démocratiques de la Guépéou, lui méditer durant six ans, à l'ombre, sur la beauté de la constitution octroyée aux prolétaires russes par « Staline chéri ».

LE CINEMA FASCISTE

Il l'est plus ou moins... fasciste. A l'exception de quelques films qui méritent le paiement de la place, on peut dire que 95 % de la production est directement ou indirectement favorable à tout ce que nous détestons. Mais il y a des limites, ou tout au moins il devrait y avoir... celle de l'escroquerie. Quand vous payez votre place dans un cinéma « Actualités », vous avez le droit, semble-t-il, de voir et d'écouter des actualités. Eh bien, vous faites erreur. Le Cinéac, par exemple, ayant pour manager « Le Journal » et Vautel pour garçon de salle, se garde bien de vous donner des actualités quand celles-ci ne lui sont pas favorables. Ah ! bien sûr, si Franco entrerait dans Madrid, on verrait Franco. Oui, mais !...

Alors, le Cinéac, ne pouvant offrir actuellement à sa clientèle bourgeoise les plats de son choix, les remplace par « Une poule sur un mur... » un film comique. Ça dure une heure un quart et c'est tellement stupide qu'on se prend à regretter le président de la République inaugurant l'exposition des chrysanthèmes.

Les romanichels.

GRUPE DE PUTEAUX

VENDREDI 18 DECEMBRE, A 20 h. 30
Salle municipale, rue Rogue-de-Filhol
GRANDE CONFERENCE

sur les origines, le développement, la situation actuelle de la révolution espagnole

Participation aux frais 2 fr. Chômeurs 1 fr.

Le développement de l'industrie socialisée de l'olive

La C. N. T. et l'U. G. T., suivant le pacte conclu dernièrement, viennent d'établir, pour la province de Lérida, un projet de socialisation.

Le comité de relations paysannes de Lérida, de commun accord avec le délégué confédéral aux réquisitions, a pris possession des fabriques d'huile de Joseph Guin, de Pierre Porres et de Sauveur Jové, dans le but de les socialiser.

Il s'agissait avant toute autre chose de coordonner les différents syndicats et comités intéressés à cette industrie.

Les syndicats et les coopératives paysannes de la C. N. T. se mirent en relations avec les sections syndicales d'usine de l'U. G. T. pour arriver à s'entendre pour le traitement des olives, avec la possibilité de contrôler le travail exécuté dans les usines.

Consultés et dûment informés, les travailleurs de l'industrie de la meunerie des olives décidèrent de soumettre à l'ensemble des organisations intéressées les conclusions suivantes qui, groupées dans un vingtaine d'articles, définissent la ligne de conduite à tenir.

Voici quelques extraits des principaux paragraphes :

En échange des huiles fournies, les différentes coopératives et les services compétents des conseils d'économie et de la Généralité procureront aux travailleurs les salaires, certains produits et des fournitures alimentaires.

Le contrôle sera effectué par un certain nombre de délégués de la C. N. T. et de l'U. G. T. Le principe de la parité est admis. Le comité de relations paysannes préexistant.

Des crédits seront demandés pour faciliter la mise en marche de l'industrie et permettre de trouver des marchés, soit par échange contre de l'argent, soit par système de troc (blé, produits alimentaires).

Les travailleurs seront payés au salaire unique de 70 pesetas par semaines, 10 pesetas seront remises aux caisses de guerre.

Dans chaque usine fonctionnera un conseil d'entreprise contrôlant la marche de l'usine.

Suivant leur attitude antérieure, les anciens propriétaires seront utilisés comme techniciens ou simplement expulsés de l'usine.

Tout ce qui n'a pas été prévu devra être l'objet d'étude dans les assemblées générales.

BERNARD POU.

EN ARAGON

Le remaniement du Conseil de défense

Le remaniement du Conseil de défense

Le Conseil régional de défense d'Aragon a été remanié avec la participation des partis du Front populaire, selon la liste qui suit :

Président, Joaquín Ascaso ; travaux publics, Alonso Boyano ; informations et propagande, Evaristo Vinuelas ; agriculture, Adolfo Arnal ; travail, Miguel Chueca ; transports et communications, Luis Montolio ; économie et ravitaillement, Abel Martínez (tous ceux-ci appartenant à la C. N. T.) ; justice, José Mantecon ; finances, Jesús Graña (Gauche républicaine) ; cultures et travaux publics, deux socialistes, José Luis Borao et Manuel Latorre ; santé et assistance sociale ; José Duque ; industrie, Custodio Penaroya (communistes) ; secrétaire général : Benito Pabon.

On a fait part de la constitution de ce Conseil au chef du Gouvernement et au président de la Catalogne, ainsi qu'au centre aragonais de la Catalogne.

Dans sa prochaine réunion, le Conseil fera une déclaration politique que nous publierons avec commentaires dès que nous en aurons connaissance.

REPORTAGE OBJECTIF

La Santé Publique

Rendons visite à l'excellent camarade Dyonisio, placé à la tête de tous les Services intéressant la santé publique et qu'on peut, en somme, considérer comme le ministre de la Santé publique de la Catalogne.

Homme on ne peut plus confiant, modeste en dépit ou à cause de sa forte culture, chez qui l'on sent la conscience des graves problèmes dont la solution lui incombe et de qui nous recevons un accueil qui, vraiment, nous émeut autant qu'il nous honore. Et cet homme nous inspire tant de nobles qualités nous le devons aussi à son précieux collaborateur : le jeune docteur Martí Ibanez, dont toute la science — et elle nous paraît de très bon aloi — sera consacrée, selon le serment que cet apôtre a dû se faire à lui-même, au soulagement des misères physiques de ses compatriotes, au sauvetage, d'une mort prématurée, de milliers d'enfants et d'adultes.

Tres complaisamment et plusieurs heures durant ces deux hommes, étroitement associés pour la plus utile, la plus louable des tâches, vont nous faire part de ce qui a été fait déjà et de ce qu'on se prépare fébrilement à faire.

Dans cette Espagne appauvrie, dont la population en sa forte majorité, vivait dans une indigence de tous les instants, obligée qu'elle était de se serrer au quatre membres pour l'entretien d'une bourgeoisie oisive et d'une légion de moines et de prêtres aux variétés les plus diverses, la santé publique, cela se conçoit, devait laisser forcément à désirer. Dans ce domaine, chacun en conviendra, tout ou presque était à faire ; la République, toute jeune encore, n'ayant pu trouver les possibilités matérielles d'instaurer un ordre nouveau.

Eh bien ! nos amis, là comme ailleurs, rompant avec toutes les routines, tous les préjugés, toutes les conceptions timorées ou primées, brisant toutes les résistances et bien résolu, au contraire, à aller, dans cette voie, aussi loin et aussi vite qu'ils le pourraient, nos amis se sont vaillamment attelés à ce redoutable problème que constitue la santé de tout un peuple et, d'ores et déjà, ils peuvent revendiquer cet honneur de l'avoir résolu en grande partie.

Nous ne saurions nous étendre — notre reportage n'en finirait point ! — sur tous les projets en nombre considérable dont les grandes lignes furent portées à notre connaissance. Un seul suffirait à faire comprendre toute l'importance du but qu'on se propose d'atteindre. La Culture pré-natale, par exemple, avec cette préface indispensable : l'École de maternité consciente. Innovations on ne peut plus hardies, heureuses au plus haut point et bien de nature à bouleverser, à

« chambarder » les notions vieillottes, plus que surannées qu'on conservait quant au problème de l'espèce !

Ici, plus qu'ailleurs encore, nous devons nous limiter. Bornons-nous donc à deux faits, deux faits essentiels qui permettront à chacun de se faire une suffisante idée des méthodes radicales et qu'on peut croire opérantes auxquelles ont recours nos amis de la Santé publique.

Premier fait : les individus déficients. Les individus déficients, c'est-à-dire ceux qui portent le poids d'une lourde hérédité (alcoolisme, syphilis, tuberculose) et qui fait d'eux ce qu'on nomme couramment des déchets humains. Victimes d'un accident de naissance, atteints d'une tare dont ils sont pour le moins irresponsables, ils ont droit, plus que quiconque, à la sollicitude de la Société. C'est ce qu'ont compris nos amis. Et notez ce détail : ils n'ont pas attendu qu'on frappe à leur porte ; ils sont immédiatement partis à la recherche de ces déclassés, de ces anormaux. Poussés par un sentiment de haute fraternité, ils ont tendu les bras à tous ces déshérités et se sont mis, sans pitié, à l'examen de chacun des cas qui leur étaient ainsi soumis. Besogne écrasante, mais qui ne les rebuta point, ils ont recherché les causes immédiates ou lointaines de la dégénérescence dont souffrait l'infortuné et, soucieux uniquement de guérir à l'aide de tous les moyens que la Science met à leur disposition, ils s'efforcent, sinon de transformer littéralement l'individu, du moins de le pourvoir d'une santé plus robuste et de facultés moins chancelantes !

Cette première partie de leur tâche accomplie, ils visent maintenant à rendre à la Société ce qu'ils ont demandé en sacrifices au profit du malade à sauver, en mettant ou en remettant, suivant qu'il s'agit d'un enfant ou d'un adulte, en mettant celui-ci dans la grande circulation sociale, mission qui incombera surtout aux Organisations syndicales chargées de fournir à cette recrue le métier, la profession qui répondra le mieux à ses aptitudes.

Deuxième fait : la prostitution. — Nos amis nous ont dit : « Nous appliquons à la prostitution la thérapeutique sociale ». Expression heureuse traduisant bien la pensée, les intentions de nos médecins, de nos thérapeutes ! Et quels sont les agents curatifs auxquels on recourt, dont on usa pour la guérison de cette plaie sociale qu'est la prostitution ? Agents qui, à vrai dire, n'ont rien de mystérieux, d'extraordinaire et que les dirigeants de partout connaissent mais se gardent de mettre en pratique !

Dire et redire à une femme qui se prostitue, lui ressasser sans cesse que le métier

qu'elle exerce est le plus ignoble des métiers et s'en tenir à cette objurgation répétée, à cette leçon de morale cent fois renouvelée, c'est, on peut le dire, s'exposer à prêcher dans le désert ! La faim, la nécessité, le besoin qui pousse la très grande majorité des femmes vénales ne saurait s'accommoder de tant d'homélies — homélies vertueuses, sans doute, mais qui n'en constituent pas moins une viande creuse !

Offrir, au contraire, à ces malheureuses l'occasion de se redimer, de se relever, de revenir à la dignité humaine en se refusant, désormais au plus honteux des marchés et ceci en procurant tout simplement à chacune d'elles la possibilité matérielle de vivre décemment par l'exercice d'une profession utile d'où dorénavant elle tirera toutes ses ressources, c'est là, à notre avis et de l'avis de tout homme de bon sens, l'unique solution, le vrai remède à apporter au très grave problème de la prostitution ! Peut-on concevoir, en effet, qu'assurée du pain de chaque jour, une femme songe encore à guetter, parfois durant d'interminables heures, le passant de qui, jusqu'à présent, elle devait attendre la pitance du lendemain ?...

Mais ceci n'est encore que la première partie de la tâche à remplir. Reste celle qui consiste dans les mesures à prendre en vue d'éviter que, malgré tout, la malheureuse, comme déterminée, poussée par des habitudes depuis trop longtemps contractées, ne retombe, contre sa volonté peut-être, dans son ancien métier, ce qu'on peut, à bon droit, redouter pour certaines d'entre elles.

Nos amis n'ont pas, on le pense bien, négligé cet aspect de la question. Une fiche, discrètement tenue, sera donc établie sur chaque des prostituées à qui l'on vient de fournir de nouveaux moyens d'existence ; fiche qui mentionnera, de la façon la plus méticuleuse, les antécédents de la pauvre fille, les conditions de vie qui lui ont été bien souvent imposées dès son adolescence quand ce n'est pas dès son enfance, l'ambiance dans laquelle elle vécut plus ou moins longtemps, bref tout ce qui peut aider à saisir les mobiles qui l'ont orientée dans la voie honteuse d'où on l'a retirée et permettre aux « guérisseurs » de l'arracher définitivement, par des remèdes vraiment appropriés au cas de chacune de ces infortunées, de l'arracher pour toujours à la profession déshonorante qu'elle avait exercée jusqu'alors. Tout ceci complété par cette sage mesure qui consiste à exiger de l'ancienne prostituée qu'elle justifie, à diverses époques de l'année, de ses véritables moyens d'existence.

A. BLICQ.

(Voir la suite page 4.)

L'anniversaire de la mort d'Anselmo Lorenzo

Il s'est écoulé vingt ans depuis que Anselmo Lorenzo abandonna pour toujours son activité d'anarchiste que jusqu'à la mort, jusqu'au dernier instant de sa vie il avait menée de toutes ses forces.

En ces heures d'agitation fébrile, il nous faut réserver un coin du journal pour nous souvenir de cet anarchiste qui sut nous mener sur le chemin de la Révolution que nous sommes en train de vivre à l'heure actuelle.

Il nous apparaît comme un de ces membres de la « vieille garde » qui, par leur exemple et leurs écrits, nous montre la route vers l'émancipation sociale.

C'était un érudit et sa soif de savoir lui faisait lire tout ce qui avait trait aux questions révolutionnaires.

Dans son livre le plus connu « Le Peuple » il fait preuve de cette même ample culture, de cette faim de connaissances qui le caractérisait. C'est lui qui, avec Morago, Mora, Pellicer forma la section espagnole de la 1^{re} Internationale.

Pendant des années il constitua par son inlassable travail des syndicats, des fédérations, réunis des Congrès. En Portugal il fit de même.

Il aidait Ferrer au moment de « l'Escuela Moderna ».

Il traduisit en même temps les principales œuvres des théoriciens socialistes des autres pays.

C'est ce dévouement permanent que nous devons imiter et non seulement louer.

Ce qu'il faut retenir de cet exemple, c'est que les efforts des pionniers du mouvement révolutionnaire aussi lointains qu'aient pu paraître leurs buts, ont été la condition indispensable du triomphe prochain.

CONTRE TOUTE DICTATURE

Si quelques-uns de ceux qui collaborent avec nous dans la lutte antifasciste nourrissent des aspirations totalitaires, dictatoriales — ce que nous ne croyons pas — nous donnons à tous un avertissement.

Anarchistes nous sommes, anarchistes nous resterons toujours contre toute aspiration dictatoriale. Qu'elle soit rouge, bleue, noire ou blanche, la dictature ne perd jamais ses attributs de despotisme et de tyrannie. Nous qui nous sommes lancés comme des lions contre le fascisme, nous répondons avec la même énergie à l'importation quel moment à celui qui prétendrait tenter l'instauration d'un régime dictatorial plus ou moins voilé de clinquant démagogique.

Nous disons cela avec la plus grande sincérité du monde et avec le désir que ceux auxquels on s'adresse en tiennent compte.

On peut nous égaler en bravoure, en courage, en vaillance, mais on ne peut nous dépasser en noblesse, en loyauté de projets.

Nous parlons avec clarté pour que tout le monde nous comprenne.

BUREAUX DE PROPAGANDE DE LA C. N. T. — F. A. I.

(tiré de « Solidaridad Obrera », nov.)

CENTRE DE RAVITAILLEMENT

Une permanence est créée pour les Arrondissements suivants : 9^e, 10^e, 17^e et 18^e, au 18, rue Gabrielle, Paris (18^e).

Tous les antifascistes de ces arrondissements se feront un devoir d'y apporter leurs colis, leurs secours pour nos vaillants camarades espagnols.

Soutien moral, oui ! Mais songez au soutien matériel !

Tous ceux qui contribuent au développement de notre Centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne se réjouiront du succès obtenu par notre meeting du Vel d'Hiv.

L'objectif poursuivi par le Comité pour l'Espagne libre était, en effet, d'appeler les travailleurs et tous les antifascistes à affirmer leur solidarité, non seulement par des paroles mais aussi par des actes, sans s'illusionner outre mesure sur les possibilités du gouvernement du Front populaire, prisonnier de la politique de neutralité.

Face à cette carence, il consistait à réclamer des travailleurs organisés, non seulement le dépitage et le boycottage des envois destinés aux fascistes d'Espagne, mais aussi leur collaboration active pour assurer à ceux qui luttent pour leur libération ET LA NOTRE, le ravitaillement sous toutes ses formes.

Ce ravitaillement direct aux colonnes, il s'accomplit actuellement par notre intermédiaire,

par les camions qui font incessamment la navette de notre siège aux fronts antifascistes. Les concours importants qui lui viennent de toutes parts ne suffisent pourtant pas à répondre aux immenses besoins nécessités par la perturbation économique issue de la guerre civile.

Une part, une importante fraction de la population a dû abandonner la production pour aller combattre et, d'autre part, des régions entières ont été dévastées et leur population, composée en partie des femmes et des enfants des miliciens, a besoin d'être ravitaillée par nos soins.

Nous pensons qu'il n'est pas besoin d'insister autrement pour que chacun comprenne son devoir et se mette immédiatement au travail pour soutenir notre effort.

Nous citons la semaine dernière, en exemple, un certain nombre d'organisations et de centres locaux qui collaborent activement à l'œuvre de solidarité que nous avons entreprise. Continuons cette semaine en remerciant particulièrement nos camarades du groupe antifasciste des Halles qui nous ont apporté pour 6.000 francs de sérum antitétanique, ceux de Lézignan-Corbières qui nous ont fait parvenir 3.000 francs, ceux de Colombes, Sévres-Chaville, Pont-Audemer, Montargis, Amiens, etc., pour leurs envois importants. Une mention

POUR LE RAVITAILLEMENT DES MILICIENS

Une initiative à encourager

Le Conseil municipal de Crosne vient de prendre une initiative qui est à encourager. Il serait souhaitable que toutes les communes de France en fassent autant. En tout cas, partout où nos camarades ont de l'influence, ils devraient agir de sorte que l'exemple de Crosne soit imité.

Voici le texte de l'affiche que nous avons pu lire sur les murs de la commune de Crosne :

ALERTE ! AU SECOURS !

Aux habitants de Crosne

Le Conseil municipal réuni hors séance a décidé de vous demander à tous, habitants de la commune, de venir au secours des défenseurs de la République espagnole qui luttent pour la liberté de leur pays : « N'oubliez pas que les républicains vaincus, c'est le fascisme qui s'étend, sur vous tous ! le fascisme de Hitler et de Mussolini, c'est-à-dire nos libertés abolies et le régime de la botte militaire imposé. Aussi, devant tant d'héroïsme de la part de ces républicains, nous venons vous demander de souscrire par tous les moyens pour venir au secours de toutes les mères, de tous les enfants, victimes innocentes de ces atrocités.

On trouvera chez tous les commerçants des listes de souscription. Vous pourrez déposer à la Mairie tous les vivres, tous les vêtements, chaussures, etc., qui ne vous priveront pas et que nous nous chargeons de remettre en mains sûres.

Haut les cœurs ! Pour tous ces malheureux et pitié pour tous les enfants victimes de ces guerres fratricides.

Pour le Conseil municipal et par ordre :

E. Boyer.



DES ARMES...



POUR LIBERER LE TRAVAIL

APRÈS LE VEL' D'HIV' TRAVAILLEURS, A L'ACTION!

LA DÉCLARATION DE LECOIN au nom du Comité pour l'Espagne libre

Rarement meeting populaire agita si profondément les milieux politiques que celui qu'avait organisé dimanche, au Vel d'Hiv, le Comité pour l'Espagne libre.

Ce n'est pas cependant que le gouvernement n'ait tout fait pour le torpiller, allant jusqu'à envisager l'interdiction.

Le meeting, malgré toutes les manœuvres, malgré surtout l'absence de Companys, obligé dans les circonstances d'autre part relatives, de rebrousser chemin à la frontière française, aura été un succès considérable dépassant en importance notre précédente manifestation, celle du 23 octobre.

Si les masses ouvrières parisiennes adhèrent ainsi à l'action du Comité, c'est que celui-ci a su gagner leur confiance et leur audience. C'est l'indice qu'il peut continuer dans la voie qu'il s'est tracée.

LES ORATEURS

Nous n'entreprendrions pas de rapporter par le menu les paroles prononcées par tous les orateurs de ce meeting.

Nous arriverions un peu tard après la presse quotidienne qui de l'extrême droite à l'extrême gauche en a donné d'abondants extraits et commentaires.

Ce qui ressort de plus clair de tous les discours prononcés c'est l'accueil ardent que firent les auditeurs aux paroles préconisant une action effective en faveur de l'Espagne.

Jamais le prolétariat français n'admettra qu'au nom de la paix — qui, Léon Blum l'a cependant fait remarquer, n'a jamais été aussi menacée que dans les jours que nous traversons, après quatre mois d'inertie pour la maintenir — on laisse assassiner la révolution espagnole.

Si certains partis d'extrême gauche, comme le parti communiste, tiennent un si grand profit de leur position sur le problème espagnol, c'est que les ouvriers qui les suivent, étrangers aux combinaisons occultes des chancelleries, aux rivalités étalées, n'aperçoivent dans les mots d'ordre qui leur sont suggérés que leur sens profondément positif.

Quand les ouvriers savent que le tiers de Madrid est détruit par les bombes des « Junker » et des « Caproni » de Franco, c'est un paradoxe assez comique de vouloir leur expliquer qu'il ne faut pas crier : « Des avions pour l'Espagne », leur démontrer que, somme toute, le blocus est une bonne chose.

Est-ce à dire qu'il faille partager aveuglément les embarras de la foule, sans réagir ? Non pas.

Ce qu'il faut, c'est orienter cette volonté d'action vers une tâche immédiate et positive, et faire comprendre à la classe ouvrière française que c'est à elle-même de venir au secours de l'Espagne ouvrière.

En prenant la parole comme président de cette réunion, je veux vous appeler, camarades, à protester énergiquement contre l'outrage fait à Companys. Je ne puis vous expliquer, ce soir, les incidents honnêtes et navrants qui ont contraint le président de la Catalogne à rebrousser chemin. Apprenez seulement qu'il a été traité



CORTÉS

comme un escarpe interdit de séjour, qu'il a été traité comme Mussolini n'aurait pas voulu traiter un représentant de l'Abyssinie.

Afin de marquer, au début de ce meeting, vos sentiments envers l'un des hommes les plus représentatifs de l'Espagne antifasciste, qui vient d'être victime d'odieuses procédés de police, je vous propose l'envoi immédiat de ce télégramme :

Président Companys, L'innombrable assemblée, réunie au Vélodrome d'Hiver le 6 décembre, vous adresse ses plus chaleureuses sympathies. Elle méprise la vile action dont vous avez été victime à la frontière française et vous déclare que le peuple espagnol peut compter sur l'entière solidarité du peuple français.

Ce devoir accompli il me reste, camarades, à vous remercier d'être accourus si nombreux à l'appel du Comité pour l'Espagne libre, à remercier tous les orateurs présents dont nous savons l'attachement à la cause de l'antifascisme. Personne d'entre nous n'est venu ici ce soir avec le souci de faire triompher un point de vue personnel, ni pour mettre en évidence le parti ou l'organisation qu'il représente.

Nous avons, les uns et les autres, un seul but aujourd'hui et il nous réunit fraternellement : c'est de voir triompher la révolution espagnole. Et comme nous sommes des réalistes, nous tombons d'accord pour exiger la fin du blocus infâme ; pour exiger que des armes et des munitions soient envoyées avec intensité à l'Espagne antifasciste ; pour demander surtout à la classe ouvrière française de comprendre

enfin qu'il est de son devoir de passer à l'action, à l'action révolutionnaire, pour la défense de la révolution espagnole et pour préparer la sienne.

Et je termine par ces cris qui trouveront dans vos cœurs un écho unanime : A bas la guerre, mais vive la révolution espagnole, vive la révolution mondiale !



VIDIELLA

En ce sens, le meeting de dimanche aura au moins ce mérite d'avoir fait retentir des accents nouveaux.

Notre camarade Cortés, que la C. N. T. avait délégué à ce meeting, a fort bien concrétisé le seul mot d'ordre qui devrait être celui du prolétariat français : « Assez de paroles, ce qu'il nous faut c'est des armes. »

Ce fut, sous une autre forme, la même thèse que défendirent Huart et Marceau Pivert, le premier au nom de l'Union anarchiste, le second au nom du Comité.

Oui, assez de paroles ! Que les travailleurs passent maintenant à l'action directe, puisque c'est la seule qui se révèle efficace. Huart eut raison de dire que par ses organisations syndicales maintenant innom-

brables, le prolétariat français avait la possibilité d'agir lui-même.

Et c'est la l'unique moyen, complète Marceau Pivert, d'organiser la solidarité effective envers le peuple espagnol. « Le rapport des forces, nous est actuellement favorable, dit-il, à vous de savoir en user en organisant l'action directe, par la mainmise sur les poudrières, sur les dépôts d'armes, et en appliquant le boycott aux envois à destination des fascistes. »

Le secrétaire général de la C.G.T. dans son intervention, alors que dans la salle, on criait : « C. G. T. à l'action ! » a affirmé, lui aussi, que le boycott devait être organisé effectivement, et que l'action de la C. G. T. devait s'intensifier encore.

Nous avons enregistré avec satisfaction

cet engagement, que les ouvriers devront eux-mêmes remplir, et que nous rappellerons sans cesse.

Les autres orateurs, de toutes les nuances politiques de gauche, Zyromski, Basch, Cachin, André Chamson, Langevin, Archimbaud affirmèrent, de manière différente, la même solidarité de leurs partis respectifs envers l'Espagne antifasciste.

Parfois leurs interventions prirent un aspect politique en corrélation étroite avec les événements intérieurs actuels. Et c'est maintenant leurs répercussions que nous voulons commenter.

LES REPERCUSSIONS POLITIQUES DU MEETING

Rarement, avons-nous dit, une manifes-

tation ouvrière convoquée par nos milieux, eut une telle importance et un tel retentissement.

On ne peut plus dissimuler qu'il faut désormais compter avec les anarchistes. Certes nous n'ignorons pas que l'Echo de Paris, le Jour, le Temps toute la presse de droite, enfin, qui ont abondamment parlé de notre meeting, ont eu en vue surtout une opération politique tendant à disloquer le Front populaire sur le plan parlementaire. Le jeu, pour eux, est d'aggraver le différend qui oppose la gauche et l'extrême gauche du Front populaire au gouvernement.

D'autre part, les communistes n'ont pas manqué d'apercevoir le parti qu'ils pouvaient tirer de la scandaleuse attitude d'un gouvernement porté au pouvoir par la classe ouvrière et agissant sur le plan de la politique extérieure exactement comme l'eût fait n'importe quel gouvernement Laval ou Tardieu.

Les uns — ceux de la réaction — et les autres — les communistes — utilisent les fautes et les erreurs de l'adversaire ; c'est dans l'ordre normal du jeu parlementaire.

Mais nous, nous ne sommes pas des parlementaires, nous ne sommes pas des hommes d'Etat. Nous sommes des ouvriers qui avons conscience que le sort de la classe ouvrière internationale se joue actuellement en Espagne. Si les milieux antifascistes sont vaincus, il faudra de longues années pour reprendre confiance et nous-mêmes car ce sera un nouveau triomphe de l'étatisme totalitaire qu'est le fascisme. De plus nous restons des anarchistes et des révolutionnaires. C'est à dire que nous nous préoccupons avant tout de l'action directe que peuvent exercer les ouvriers, plus que celles que peuvent entreprendre les gouvernements.

Nous constatons actuellement que le blocus n'est appliqué sérieusement qu'au antifascistes espagnols. Peu nous importe la façon, directe ou indirecte, dont il doit être levé.

Ce que nous savons bien c'est que seule une action massive pourra briser le cercle qui étouffe l'Espagne prolétarienne. Cette action massive agissant sur le gouvernement, ou en dehors de lui, n'est possible que par une agitation intense substituée aux mots d'ordre complaisants ou inopérants des partis politiques, des directives claires et précises engageant la responsabilité étroite des organisations ouvrières seules capables de les appliquer.

Et c'est pourquoi nous avons mis notre meeting sous le signe net et précis de cette formule :

Pour l'Espagne antifasciste, TRAVAILLEURS, A L'ACTION !

L. A.

REPORTAGE...

La Santé...

(Suite de la page 3)

Traitant de la Santé publique, nous parlerons tout naturellement des hospices, des maisons des vieillards, des hôpitaux et, tout naturellement, de la médecine ainsi que de ses représentants. Nous allons voir que les formes qui ont été apportées, la comme ailleurs, sont des plus louables et de celles qui honorent le plus les « dirigeants » de la Santé publique.

Une visite à la Maison des vieillards. Etablissement dirigé, jusqu'au 10 juillet, par « les petites sœurs des pauvres ». Le jeune et très aimable délégué de la C. N. T. qui nous reçoit nous fait d'étonnantes révélations. Ces bonnes sœurs, la main toujours tendue pour leurs « chers malades », leurs « chers vieillards », savaient capitaliser mieux que ne saurait le faire le plus vil des mécréants ! Songez, nous disait le jeune délégué, qu'à Madrid seulement, siège de l'Ordre, on trouva, au lendemain du coup fasciste, la petite misère de 100.000.000 (cent millions) de pesetas, misère constituant la petite réserve de ces dames en cornette ! Et pourtant combien grande était l'indigence qui régnait alors dans cet Etablissement !

Tout y est changé heureusement !

Etat de prospérité parfait. Sorties absolument libres, pour les femmes comme pour les hommes. Conditions d'admission déterminées beaucoup plus par l'état physiologique du demandeur que par son âge. Vieux ménages dont les conjoints ne sont pas contraints à la séparation, à une manière de divorce ; ils continuent, en effet, de couler dans leur nouvelle demeure, la vie en commun qu'ils menaient dans celle que l'insuffisance de ressources les obligea à quitter, sans que rien ne soit négligé pour que la seconde ne leur fasse point regretter la première !

Nous nous rendons ensuite à l'Hôpital Général de la Catalogne, le plus bel établissement de toute la province et, sans conteste, l'un des plus beaux, en son genre, de l'Europe. Qu'on en juge :

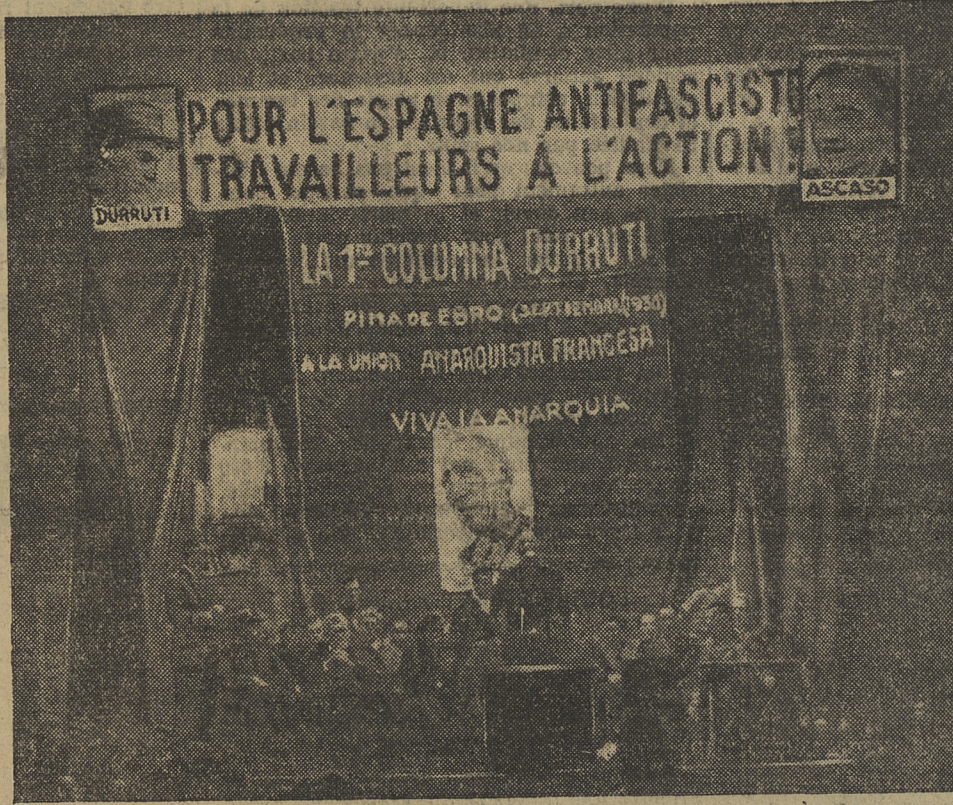
25 pavillons, 90.000 m² de superficie. Jadis : 1.000 lits ; aujourd'hui : 2.000 ; dans quelques semaines : 3.000. Cet accroissement rapide peut se réaliser, sans peine, du fait de l'immensité et de l'agencement particulier de l'édifice. Etablissement qui était autrefois dirigé par des sœurs et des moines, pauvres évidemment comme tous leurs pareils ; quant à eux, pour « leurs chers malades » et dénués de tout, ce qui est démontré par les quelque 12.000.000 de pesetas découverts, dans l'une des pièces de l'immeuble, aux premiers jours de la Révolution !

Evidemment, les « bandits de la C. N. T. »

Dès 19 h. 30 l'immense salle du Vel d'Hiv commença à se remplir.

Le Comité pour l'Espagne libre, qui avait fait appel à toutes les organisations susceptibles d'apporter un concours appréciable à une démonstration massive, avait cependant tenu à bien indiquer le caractère libertaire de cette manifestation.

Sur la tribune, dominée par les étendards rouge et noir remis à l'Union anarchiste par la colonne Durruti, et où était suspendu le portrait de Companys, notre camarade Lecoïn avait pris place comme président entouré



Ce qu'ont dit les orateurs

CORTÉS : « En souvenir de vos luttes passées, vous, travailleurs français, vous devez tout mettre en œuvre pour nous venir en aide. Nous sommes las de bonnes paroles, il nous faut des armes. »

VIDIELLA : « La C. N. T. et l'U. G. T. resteront fraternellement unies dans la lutte contre le fascisme, comme dans la victoire. Le fascisme international ne passera pas. Vive l'unité d'action des travailleurs ! »

HUART : « Le prolétariat français doit impulser ses organisations syndicales dans le sens d'une solidarité active, par action directe, en faveur de l'Espagne prolétarienne. »

MARCEAU PIVERT : « Il faut organiser dans l'action directe la solidarité des ouvriers en faveur de l'Espagne ouvrière. »

MAC GOVERN : « La lutte contre le fascisme doit être soutenue par la classe ouvrière internationale. »

BASCH : « Nous imaginons que la paix serait mieux garantie si la liberté de commerce avait été maintenue avec le gouvernement espagnol. »

LONGEVIN : « Nos amis espagnols ne nous demandent pas d'intervenir, mais de leur livrer simplement des moyens de défense. »

JOUHAUX : « La C. G. T. a ravitaillé l'Espagne républicaine. Elle continuera ! »

CACHIN : « Tous les partis représentés doivent aux héroïques lutteurs d'Espagne l'appui de la solidarité internationale la plus immédiate. »

ARCHIMBAUD : « Nous demandons la levée du blocus qui étouffe l'Espagne. »

ZYROMSKI : « Depuis quatre mois, nous sommes en compte avec l'Espagne. »

CHAMSON : « Malheur à ceux qui parlent de paix, en préparant la guerre. »

L'INTERVENTION DE CORTÉS

Notre camarade délégué par la C.N.T. prononce un discours énergique malgré une voix cassée par la fatigue. Cortés décrit l'horreur de la guerre actuelle et cite de nombreux exemples où la population enfantine a été durement touchée.

Plus loin il rappelle ce qu'a été pour la classe ouvrière espagnole la République bourgeoise, masque nouveau du capitalisme exploiteur.

Il dénonce les faiblesses du gouvernement démocratique devant les préparatifs d'insurrection militaire.

Arrivant aux événements actuels il souligne que ce n'est pas seulement une guerre

critique vertement l'attitude des nations démocratiques cachant mal sous leur masque hypocrite de libéralisme leur véritable action de défense de leurs intérêts directs ou indirects.

Mais, dit Cortés, nous ne sommes pas des Abyssins et nous saurons nous défendre et vaincre, car la volonté de lutte est unanime chez tous les travailleurs et l'unité d'action entre l'U.G.T. et la C.N.T. sont les gages de la victoire.

Il termine en disant que les antifascistes ont assez des phrases creuses, des promesses et des discours et qu'ils veulent uniquement des avions, des tanks, des mitrailleuses, des munitions.

...OBJECTIF

...Publique

T. » ont mis, sans tarder, la main sur cet Etablissement et, comme première mesure, après avoir laïcisé tout le personnel, ont mis également à la disposition des malades et des blessés, toutes les salles — et elles étaient au nombre des plus belles et des plus spacieuses — toutes les salles que se réservaient moines et sœurs (charité bien ordonnée commence par soi-même !) pour leurs appartements particuliers ! Ces salles, disons-le, étaient bien, en principe, destinées aux convalescents, mais ces convalescents étaient charitablement priés d'aller achever leur guérison chez eux !

Dès le début de la Révolution, le personnel tout entier, docteurs et chirurgiens au premier rang, se met, sans réserves, sans conditions, spontanément, fraternellement, à la disposition du Comité de Guerre et des Organisations syndicales. Il faut arracher à la mort, entourer de soins urgents les braves qui versent leur sang pour la défense des libertés de tous ! Et c'est avec une joie mêlée d'une respectueuse admiration que l'on apprend que, dès les premiers jours de la lutte, 250 opérations étaient pratiquées ; que sur plusieurs milliers d'opérations fin avaient été faites à cette date (nous étions fin octobre) deux seulement, celles qu'on n'avait vraiment pu éviter, deux seulement donnaient lieu à des amputations ! Voilà qui honore véritablement des hommes, grands non seulement par la science, mais aussi par le cœur.

Tout le personnel de cet hôpital est, nous le répétons, acquis à la grande cause de la Révolution. Mieux : on nous déclare, par la voix du directeur de l'Etablissement, que tout le Corps médical de Barcelone et, vraisemblablement de toute la Catalogne, est en cours de socialisation. Réforme considérable, on le devine, appelée à un retentissement mondial et qu'on affirme devoir être chose faite pour la fin de l'année. Désormais le médecin ne serait plus que l'homme de science, celui dont la fonction, éminemment sociale, serait considérée comme la plus noble des apostolats et n'ayant d'autre but, d'autre fin que de soulager les misères physiques des humains !

A. BLIGO.

Rectification

Une erreur s'est glissée dans l'article paru dans notre dernier numéro : Des militaires et non des mercenaires. C'est Le Petit Dauphinois qui a fait paraître cette saleté et non La Dépêche Dauphinoise comme nous l'avons annoncé à tort. La Dépêche Dauphinoise, au contraire, souvent accordé l'hospitalité de ses colonnes aux antifascistes.

La classe ouvrière et la rentabilité des entreprises capitalistes

C'est une vérité de La Palisse de dire que le profit est un des plus puissants moteurs de l'économie capitaliste. Le producteur dans la société actuelle ne produit pas pour satisfaire des besoins mais pour gagner de l'argent. La satisfaction des besoins n'est rentable dans les préoccupations du capitaliste qu'en tant que moyen, lui permettant de s'enrichir. Le capitaliste peut produire des choses ne correspondant à aucun besoin. On voit ce genre de production fleurir dans les entreprises sous forme de régie.

La destruction des produits afin de diminuer les stocks et dégorger le marché est un procédé très répandu dans la société capitaliste. Ces produits pouvaient cependant contenir les besoins des nécessiteux, des hommes privés de « pouvoir d'achat ». Pour pouvoir réaliser des bénéfices l'entreprise capitaliste doit marcher, sous peine de disparaître, dans les cadres, de ce qu'on appelle, les lois de l'économie capitaliste. Sans rentrer dans les détails du jeu de ces lois, il suffit de savoir qu'une entreprise doit produire à un prix de revient donné, suffisamment bas par rapport au prix de vente, pour laisser la plus grande marge possible de différence ; cette dernière constituant le bénéfice brut. Lorsque la production d'un objet ne laisse pas suffisamment de bénéfices, nous voyons les capitaux désertir cette branche et aller chercher fortune ailleurs.

Depuis l'avènement du machinisme, le capitaliste a un seul souci : diminuer les prix de revient, augmenter la production, réaliser les plus gros profits possibles. On sait que les salaires constituent un des éléments importants du prix de revient. Plus les salariés réclament des salaires élevés, plus ils menacent de réduire la marge bénéficiaire que se partagent les éléments improductifs de l'entreprise : actionnaires, employés, agents de distribution, etc.

Le perfectionnement de la machine permet au capitaliste de produire beaucoup tout en diminuant le montant de l'élément salaire et de se débarrasser du même coup, de l'incertitude que constituent, pour une entreprise, les conflits sociaux.

Tout le long du 19^e siècle, l'époque des crises cycliques, nous observons l'élimination systématique de la main-d'œuvre des branches les plus mécanisées de l'économie. Cette main-d'œuvre était absorbée, plus ou moins vite, par les autres branches industrielles en voie de motorisation ou de formation. Ce n'est que dans la période d'après guerre que la main-d'œuvre éliminée ne trouva plus le placement de sa force de travail et constitua les grandes armées de chômeurs, qui peuplent tous les pays capitalistes. Le chômage n'empêcha point la machine capitaliste de tourner. Au perfectionnement de la machine, le capitalisme, poussé toujours par la loi du profit, ajouta la standardisation des produits fabriqués, l'organisation scientifique du travail, la motorisation de l'agriculture. La productivité se trouva ainsi poussée au plus haut point de son développement ? Ceci se traduit, sur le plan de la main-d'œuvre, par une élimination massive des hommes de la production. On peut dire sans risque de se tromper beaucoup, qu'aujourd'hui 9/10 des hommes ou femmes valides n'exercent pas une occupation productive, (quand ils ne sont pas condamnés à l'oisiveté forcée) ; un seul dixième de producteurs porte la charge écrasante de nourrir les autres. Ainsi les prix des objets fabriqués, malgré le perfectionnement de la machine, ne peuvent pas baisser en proportion du progrès, comme le prévoyait l'économie classique.

A force d'éliminer la main-d'œuvre, le système capitaliste prive de moyens d'existence les consommateurs auxquels sont destinées les marchandises fabriquées. Mais le capitaliste ne se trouble pas au mesure de ce phénomène du rétrécissement du marché, il répond par la diminution de la production, par le licenciement des nouveaux contingents de main-d'œuvre, car ce qui intéresse le capitaliste c'est que son activité industrielle soit bénéficiaire. Les indices de production sont assez élogieux sur ce point. La production dans toutes les branches, dans les vieux pays capitalistes, est au-dessous de celle de 1913, mais ceci n'empêche pas les capitalistes de distribuer des dividendes.

Pour remédier au rétrécissement automatique de la production et éviter l'élimination de la main-d'œuvre, qui est dangereuse pour la paix sociale, on préconise depuis 1929, l'intervention de l'Etat dans la vie économique.

Les partisans de cette intervention viennent des deux pôles opposés de l'horizon. D'un côté ce sont les dirigeants des entreprises en difficultés. Ils demandent à l'Etat de renflouer leurs entreprises, c'est-à-dire de socialiser les pertes, sans toucher aux privilèges des possédants. Ils s'inspirent des conceptions moyenâgeuses de l'économie. Ils demandent que l'Etat interdise l'introduction des nouvelles machines. Ils veulent introduire le système corporatif seul capable de les garantir contre la concurrence et contre les réclamations de la classe ouvrière.

De l'autre côté ce sont les marxistes. Pour ces derniers, l'Etat doit intervenir en s'appropriant la direction du secteur le plus évolué de l'économie. Pour ce faire les marxistes, de Man en tête, ont élaboré toute sorte de plans aussi utopiques et naïfs les uns que les autres. Les plans préconisent l'instauration de l'économie mixte dont parle Marx dans le manifeste communiste. Ce système, malgré la quantité énorme de livres écrits là-dessus, reste inexplicable pour la simple raison qu'il est inapplicable.

De Mann, au pouvoir depuis plus de deux ans a publié son « célèbre » plan et se contente de maintenir « par la force de la police une paix sociale » chaque jour menacée.

En France les « illustres planistes » de la C. G. T. sont muets depuis l'avènement de Blum au pouvoir. La nationalisation des industries-clés, les grands travaux et d'autres balivernes réformistes ont eu pour seul résultat de faire gagner quelques sous aux pauvres pisseurs de copies qui noient la première page du journal confédéral.

L'économie mixte est une des plus dangereuses utopies auxquelles la classe ouvrière ait pu s'attacher.

Le moindre désir de son application de la part d'un gouvernement quelconque provoquera de tels sursauts de la bourgeoisie que les gouvernements marxistes désireux de maintenir la paix sociale hésitent même d'y songer. Depuis l'occupation des usines, en juin dernier, la question des prix de revient des entreprises capitalistes ne quitte plus l'actualité. Chaque fois que les ouvriers réclament une amélioration ou s'opposent au licenciement de leurs camarades, les dirigeants des entreprises sortent leurs livres de comptabilité et cherchent à démontrer qu'ils sont dans l'impossibilité d'accéder aux demandes ouvrières : ils travaillent aux demandes ouvrières, ils travaillent à la perte, toute nouvelle demande risque de les ruiner. Les usines Panhard-Levassor, Talbot, etc., ont obtenu de leur personnel d'accepter, la décision d'un expert chargé d'évaluer la capacité de production, le montant de la main-d'œuvre à employer, sauvegardant toujours les intérêts de l'entreprise c'est-à-dire les dividendes des actionnaires.

Ramener les revendications ouvrières sur ce terrain c'est donner à la bourgeoisie la possibilité de rompre l'unité ouvrière sous prétexte que les exigences des ouvriers ne sont pas réalisables. Les bonzes syndicaux et marxistes en se prêtant à cette comédie d'examen de la comptabilité cherchent à escamoter la véritable solution de la question, car les ouvriers savent que le système capitaliste ne peut pas être réformé, ni amélioré. Plus il s'améliore plus il détruit ses propres débouchés, plus il détruit les richesses en condamnant les hommes valides à l'oisiveté forcée. En juin la classe ouvrière a obtenu, grâce à son action directe, quelques améliorations. Elle les a perdus en octobre avec la dévaluation et l'augmentation du coût de la vie. La destruction du système capitaliste et son remplacement par un système assurant la possession collective des moyens de production, seul capable de favoriser l'accroissement de richesses, s'impose de plus en plus.

La classe ouvrière ne peut pas accepter, sous prétexte de ne pas ruiner les entreprises capitalistes de sanctionner sa propre ruine.

CHARLES ROBERT.

CARTES POSTALES DE PROPAGANDE

Nous venons d'éditer deux cartes postales représentant nos chers camarades tombés face à l'ennemi fasciste, Ascaso et Durutti. Ces cartes sont en vente au « Libertaire » 9 Rue de Bondy, aux prix de :

0 fr. 50 la pièce,

22 fr. 50 les cinquante,

40 fr. le cent.

Adressez les commandes de toute urgence, le premier tirage ayant été limité.

CONTRE LES 2 ANS

UN APPEL DU COMITE DE LUTTE DU XI^e

Voici quelques extraits de l'appel lancé par ce Comité qui réunit la Jeunesse socialiste, les Jeunes socialistes révolutionnaires et la Jeunesse anarchiste communiste :

« Aujourd'hui, l'effondrement du Traité de Versailles est un fait accompli. Pour maintenir sa domination et ses privilèges, la bourgeoisie est obligée de s'engager dans des guerres de rapines ou de provoquer un produit mondial.

Les capitalistes français et les marchands de canons ont aidé la montée au pouvoir de Hitler afin de provoquer l'augmentation, des crédits de guerre. Ils ont ainsi déclenché la course aux armements qui va en s'accroissant de plus en plus et se terminera par la guerre si l'action de la classe ouvrière n'y oppose un barrage.

La guerre pour eux est non seulement des bénéfices assurés mais un raffermissement du pouvoir bourgeois, la suppression des chômeurs, la suppression de la propagande ouvrière. La guerre c'est la dictature militaire.

Partout on cherche à créer une atmosphère favorable à la participation des ouvriers dans la prochaine guerre. Le drapeau tricolore des Versaillais et des Croix de Feu, la Marseillaise que des ouvriers chantent sans se souvenir qu'elle conduisait nos aînés à l'abattoir, sont un opium pour endormir la conscience de la classe ouvrière.

A bas la Guerre Impérialiste,

A bas la Défense Nationale,

A bas les deux Ans.

LES ANARCHISTES NE SONT PAS PROPHÈTES

Les anarchistes ne sont pas prophètes. Ils suivent pas à pas la réalité. Lorsque celle-ci est trop pénible et qu'elle blesse, les anarchistes prennent parfois un langage qui touche à la prophétie dans l'investiture. Mais ce n'est après tout qu'une forme du courage. Car il n'y a pas de vérité qui dépasse les hommes ou qui empêche sur leur temps. Ce n'est pas la clairvoyance qui départage, mais une certaine volonté de concrétiser cette clairvoyance et de persévérer dans la recherche.

Alors que les uns s'arrêtent à la première manifestation de vérité, ou à sa formule agréable, d'autres marchent. Plus que la volonté de l'homme, l'existence a un pas rapide. La vie dans son développement est toujours juste et belle. L'homme lui fait sans cesse des trahisons de conscience parce qu'il est plus facile de fortifier une injustice que de vouloir la vérité.

Dans nos écrits, Pollès, ce mot vouloir n'est pas banni. Il revient au contraire à tout propos comme un air de marche. La volonté pour nous n'est pas une loi secrète, mais simplement le moteur qui donne aux hommes le pouvoir de n'être pas des lâches devant l'idée.

Il existe une volonté qui est toute de conserver le terrain conquis : appréciable prudence. A côté, il y a la volonté de conquêtes nouvelles, qui ne tend plus à nécessaire, mais à toutes les possibilités.

Et puis, il y a, vous le savez, la volonté du dehors, la volonté d'ordre, la volonté du salubrité qui apprend son ours à danser. Celle-là est facile. Elle trace à l'homme son cercle étroit en dehors duquel tout est péché, honte et crime. Elle nous enferme dans une toute petite fonction de la vie, dans un devoir qui n'est plus, celui-là, une poussée de force, mais une misérable part de nos fonctions d'hommes.

Nous sommes bien tous d'accord, Pollès, pour emprunter le premier chemin qui nous évade de cet enfer. Toute liberté est bonne pour celui qui n'en a aucune. Et l'intelligence, ce contre-poids du mal, est une bonne source de liberté. Après le pas de l'ours, on est joyeux de voltiger sur la corde raide.

Les anarchistes ont joyeusement dansé pour l'idéal, et j'espère bien qu'ils le feront encore. Ils ont lancé leur idéal de vie libre, non comme une boutade d'écoliers prophètes mais en sachant bien que le monde ne collait pas à l'homme et que l'homme serait vainqueur.

S'ils ont découpé la vie par leurs idées, s'ils ont morcelé leur clairvoyance la vieille volonté d'ordre, la vieille tradition de mort du monde chrétien, ce n'est pas qu'ils anticipent sur l'avenir. Ils grignotaient au contraire le passé, ils désahillaient l'homme de cette détroite d'autorité qui ne couvrirait plus rien, qui empêchait le mal et qui mordait sur la peau.

Si vous disiez à l'homme, Pollès, qu'un jour d'hiver il courra nu dans la campagne parce que la science pourvoira à sa chaleur comme elle pourvoit la nuit à sa lumière, vous anticiperiez sur l'avenir et vous seriez prophète.

Mais si vous dites à l'homme que la lumière électrique le dispense de perpétuer la tradition des chandeliers, vous n'anticipez sur rien du tout. Vous dites ce que tout le monde connaît. Mais vous heurtez votre volonté d'expression à d'étranges puissances lorsque la lumière s'appelle pour exemple « propriété collective » et la tradition des chandeliers : rapines et vols du bourgeois, du soldat et du prêtre. Et plus sûrement si la lumière s'appelle démocratie ouvrière et commune libertaire, et si la chandelle se nomme Etat bourgeois et droit romain.

C'est une toute petite part d'intelligence que s'arrogent les anarchistes, Pollès, et en vérité, il faut plus de volonté et d'apropos que de génie pour anticiper socialement sur une époque fortifiée non sur l'intelligence et la vie, mais sur la bêtise et la mort. Le social retarde sur l'humain.

Mais ce mot est tout de même une grande chose qui se défend. Et lorsque vous répétez de toute bonne foi, Pollès, que « l'anarchie est sans doute ce dont le communisme aura besoin à un moment de son évolution » et que vous rejetez cette étape dans « un rêve lointain », vous niez tout simplement le côté pratique et immédiat de ce que vous appelez intelligence, ce que nous appelons, volonté d'homme libre et bon sens.

Vous répétez avec le monde bourgeois qu'il est peut être nécessaire d'allumer dix chandeliers au lieu de trois, alors que nous disons qu'il faut les souffler toutes — parce qu'on n'a plus besoin de chandeliers. Et vous contribuez, Pollès, à entretenir cette habileté du monde bourgeois qui ne pouvant toujours enfermer ou détruire les clairvoyants et les courageux, les fait passer pour des précurseurs et des prophètes en les décollant du réel.

Le monde, vous le savez, ne croit pas aux prophètes. Il s'en amuse. On porte à la Russie un coup mortel en l'appelant « paradis ». L'homme n'aime pas ce qui lui est d'une compréhension difficile. Or il n'y a rien de difficile dans un monde juste. Ce qui nous empêche de triompher, ce n'est pas le difficile de nos idées, mais la difficulté matérielle de les répandre.

Parmi ces difficultés, il ne faut pas compter pour rien le scepticisme qui est le bon sens des

Guerre, Bluff, Blocus

Pour les chefs d'un régime, la meilleure soupe de sûreté reste encore la guerre ; il ne s'agit que de savoir l'employer à temps et de manœuvrer de façon à la rendre inévitable. C'est un moyen que les matras des collectivités ont toujours employé aux moments critiques, soit pour étouffer les aspirations légitimes des masses, soit pour jurer les ambitions de ceux qui voulaient les déloger du pouvoir.

L'Europe se trouve dans une situation telle, actuellement, qu'il est infiniment probable que l'on va tenter de mettre la soupe en action ; non seulement les deux conditions dont nous parlons plus haut se trouvent réunies, mais encore le bluff et le chantage sont devenus éléments officiels de politique intérieure et internationale. Non pas qu'il s'agisse d'un fait absolument nouveau ; pourtant, ils ne furent jamais employés avec tant de fréquence, d'ampleur et de cynisme.

Les bluffeurs, vous les connaissez : Ce sont ceux dont le moindre prétexte est l'occasion de parler de leur « honneur » et de leur « force ». Ils prétendent avoir rétabli chez eux l'ordre social et économique mais ils éprouvent, cependant, le besoin de faire sonner leur grand sabre à chaque instant, ils se posent en champions des idéologies « saines » et se déclarent prêts à en découdre pour l'écrasement de mouvements sociaux dont ils affirment avoir à jamais débarrassé leur propre pays.

Nous ne ferons pas aux gouvernements démocratiques l'injure de les croire assez simples pour accepter comme monnaie saine toutes les redondances : ils sont, certes, bien mieux renseignés que nous sur les possibilités réelles d'agression de nos voisins tapageurs. Cependant, ils ne font rien pour atténuer les effets de ce bluff ; bien au contraire, ils l'utilisent très adroitement à des fins de politique intérieure, pour le maintien de l'ordre social, de la discipline économique au nom desquels on veut priver la classe ouvrière de droits qu'elle a payés par des siècles de lutte.

Malheureusement, c'est là un jeu pas propre et dangereux ; en faisant semblant de prendre au sérieux le bluff du voisin, en le montant en épingle et en l'exploitant au fortifie de plus en plus la position du fascisme dans le monde ; on lui fait une réputation de force, de volonté et d'audace qui finira par subjuguier les masses simplistes. Et l'on en arrivera ainsi à ne plus trouver soi-même d'autre issue que dans les

sots. Et aussi certaines défaillances de courage et de clairvoyance de notre part. Lorsque nous parlons du droit de l'individu dans l'obscur machine de relations du social, nous avons des précisions à fournir. Et si nous rejetons dans leur totalité des formes de gouvernement incompatibles avec la transformation générale du monde, nous devons penser nos solutions à la balance de l'intérêt général.

Nous pensons que l'évolution des choses, en condamnant certaines formules autoritaires du socialisme s'est chargée elle-même de situer nos solutions. Ce qui est faux dans l'application doit l'être dans son principe. Ce qui fait la force de l'anarchisme n'est pas la générosité du rêve, mais la façon constante dont il colle à l'humain pour marquer toute l'évolution du social.

Ce qui dans cent ans sera vrai de l'idéal libertaire l'était voici cent ans. Mais nous avons aujourd'hui une facilité matérielle plus grande de l'exprimer, parce que la tournure des choses fait écouter nos explications.

Nous arrivons à une période où l'on a tout usé de l'excitation de la force. Il faut trouver autre chose : une simple volonté de coordonner les efforts, non plus dans une hiérarchie de force et de principes, mais dans une égalité matérielle des conditions. Et la liberté de chacun vient s'y greffer comme le facteur essentiel de conservation du principe.

Il n'y a rien là-dedans qui ne soit éternel dans son essence. Nous y avons vu, nous y verrons encore des éclipses. Mais cela n'empêche nullement que nous ayons eu raison et que nous ayons raison dans le déroulement de l'histoire, contre ceux qui ne veulent pas qu'il y ait de raison dans le monde.

C'est pourquoi, Pollès, il n'y a pas parmi nous de précurseurs, ni de prophètes, mais des réalistes de tous les instants qui sèment une morale vieille comme la vie : celle des hommes exprimant et exploitant dans la liberté une communauté d'intérêts.

C'est parce qu'il a épuisé les mensonges que dessole, le monde y prête l'oreille comme à la vérité la plus simple, la moins prophétique, la plus réelle.

L. DAURAT.

conflits épouvantables qui déshonorent une époque.

Il y a là, pour ceux qui ont la charge des destinées du pays, une terrible responsabilité. Pouvons-nous croire que notre gouvernement de front populaire ait été, au sujet des événements d'Espagne, dans l'impossibilité de prendre une décision active, conforme aux sentiments profonds du peuple français ? La vérité c'est que ce gouvernement, comptant parmi ses membres les représentants qualifiés du capitalisme français, ne voulait et ne pouvait prendre qu'une décision tendant à sauvegarder les capitaux français investis en Espagne, capitaux menacés par la Révolution.

Et c'est ici que le bluff des voisins arriva tellement à point pour servir cette politique tortueuse qu'on est fondé de croire qu'il existe certainement une espèce de connivence infâme entre les dictateurs voisins et, tout au moins, une partie du gouvernement actuel.

Pour renforcer et justifier cette position de neutralité qui aboutit en fait — et on le savait bien — au blocus sévère de la Révolution et même de la défense anti-fasciste espagnole, on agita si adroitement le spectre de la guerre que beaucoup tombèrent dans le panneau.

Aujourd'hui, l'erreur n'est plus permise ; l'intervention ouverte de l'Italie et de l'Allemagne en faveur de l'ignoble Franco ouvre les yeux les plus obstinément fermés ; le tragique, c'est que le gouvernement, docile instrument des radicaux d'affaires qui le dirigent en fait, se cramponne obstinément à sa lamentable position sous le prétexte de sauver la paix.

Sauver la paix en favorisant — ceci est incontestable — les entreprises fascistes ? Permettre aux dictateurs de se créer, à coups de bluff, une réputation de force invincible ; se faire, par une politique hypocrite, l'artisan d'une psychose de guerre qui atteigne déjà profondément les masses crédules ; et tout cela sous le prétexte de sauver la paix ?

Pour qui nous prend-on ?

En réalité, on voudrait aboutir à la guerre qu'on n'aurait pas autrement.

Or, de cette guerre, de l'importance quelle guerre capitaliste ou étatisée, nous ne voulons pas, nous ne voudrions jamais.

Nous rappelons intentionnellement, au début de cet article, que la guerre était la meilleure soupe de sûreté contre la Révolution ; si cela est vrai pour les gouvernants, combien la proposition contraire sera plus vraie pour les peuples qui veulent empêcher leurs maîtres dans leurs criminelles entreprises.

L'action révolutionnaire, toujours plus virile, toujours plus précise, dans tous les domaines sociaux et économiques, devient la seule assurance sérieuse, valable et efficace contre la guerre.

On ne fait pas la guerre quand la volonté révolutionnaire se traduit dans tous les domaines et de façon permanente par des actes ; on ne fait pas la guerre quand la révolution est virtuellement commencée.

Ah ! oui. Le bluff hitlérien, l'Allemagne prête à nous tomber dessus ? Voire.

N'existait-il pas en Allemagne, il n'y a pas si longtemps, une vingtaine de millions d'antifascistes organisés ? Hitler au grand appât les a-t-il tous mangés ? Sont-ils tous morts ? Sont-ils, du fond du cœur, tous ralliés à l'hitlérisme ?

Personne ne le croira. L'assassin du 30 juin moins que quiconque. Ils n'ont pas bougé, ces vingt millions d'anti-fascistes ? Ne leur reprochons pas cela trop légèrement, amis. Avons-nous été beaucoup plus actifs, nous qui avions les condées plus franches ? Ne sentez-vous pas que si la Révolution faisait un peu plus de bruit en France on se réveillerait en Allemagne ? Mais qu'au contraire si nous nous en remettons éternellement aux policiers nous obtiendrons le résultat absolument contraire ? Convenons donc que la guerre ne peut être que la conséquence de notre mollesse et de notre manque de volonté révolutionnaire.

Ceci trace nettement notre ligne de conduite. Des maintenant les anarchistes doivent s'atteler à cette action révolutionnaire qui s'impose chaque jour davantage. Le prestige de l'anarchie a grandi considérablement au cours de ces derniers mois ; si nous sommes actifs et pratiques, il grandira bien plus encore dans les jours qui viennent. Il nous va falloir prendre nos responsabilités, toutes nos responsabilités ; jouer, dans les événements politiques de ce pays, avec nos principes et nos moyens d'action propres, le rôle de plus en plus considérable qui doit être le nôtre.

Le prolétariat ne comprendrait pas une attitude purement négative ; cette attitude ne le servirait pas. ne nous servirait pas. C'est par l'action, dans l'exercice de la responsabilité, dans l'animation des forces révolutionnaires, par une clairvoyance et une vigilance politique permanentes, un contrôle de tous les instants que l'anarchie entrera dans sa nouvelle destinée.

LUCIEN HUART.

DIMANCHE 13 DÉCEMBRE, A 14 h. 30

SALLE RENEE-MAUBEL, RUE DE L'ORIENT (18^e) — Métro : « Abbesses »

GRANDE FÊTE DU "LIBERTAIRE"

Avec le concours de :

JULIEN BERTHEAU

de la Comédie Française

BICOT

Régisseur-speaker

CELMAS

de l'Européen

MUSETTE FIGARO

dans ses fantaisies parodiques

HENRI GUERIN

Œuvres de Gaston Couté

RAOUL GUERIN

le dessinateur humoriste

GERMAINE KERJEAN

de la Porte Saint-Martin

KIOUANNE

dans son répertoire

PRIMERT

dans ses œuvres

GEORGES QUEY

du Chat Noir

ROBERT ROCCA

des Deux-Anes

MAURICE ROSTAND

dans ses œuvres

SAINT-SERVAN

Compositeur-accompagnateur

PAULE SANDRA

du Caveau de la République

ROBERT VIDAL

dans son répertoire

SPIRITISME GASCON

Pièce inédite d'ANDRÉE LAMBERT

CYRANO

HENRI IV

H. CHAUVET

Pierre LEPROUX

JEANNE D'ALBRET

LE PETIT PAYSAN

Germaine KERJEAN

Huguette DONGA

et le dessinateur DONGA.

Prix des places : 6 francs. — Chômeurs : 3 francs. — Enfants : 2 francs.

Grand Meeting

le jeudi 17 décembre, à 21 heures,

Salle du Petit Journal

21, rue Cadet, Métro Cadet

Félicien Challaye, Georges Pioch, André Breton, Izard, Lucie Colliard, Frémont (Union anarchiste), Daniel Guérin (Gauche révolutionnaire), Chambellan (Révolution prolétarienne), Naville (Parti ouvrier internationaliste), Fred Zeller (Jeunes Socialistes révolutionnaires), Dauge (Parti Socialiste révolutionnaire de Belgique), etc.

VOIR CLAIR POUR AIDER NOS FRÈRES D'ESPAGNE

La Révolution espagnole et l'impérialisme (1)

Mais soyons beau joueur. Admettons — contre toute vraisemblance — que le gouvernement de Front populaire, représentant « légal » de l'impérialisme français, « reconquière », malgré l'Angleterre et au risque de perdre l'appui de celle-ci dans la mêlée impérialiste, la politique de non-intervention. Imaginons que, insouciant des intérêts économiques et financiers de l'impérialisme français en Espagne comme de l'intérêt général du capitalisme, il interviendra ouvertement au-delà des Pyrénées à la façon italienne, allemande et (depuis octobre) russe. Ou bien encore, supposons, que Moscou, désespérant de Blum et ses attermolements, liquide ce dernier en ordonnant aux députés soi-disant communistes de voter contre lui, et qu'une gouvernement « démocratique » Herriot, Mandel, Archimbaum, Zyromski, Thorez, fort d'une alliance « automatique » avec la Russie et décidé à tout contre le « fascisme », prenne irrémédiablement position sur l'échiquier impérialiste européen en envoyant ouvertement en Espagne matériel et personnel de guerre (les deux vont forcément de pair).

Qu'en résulte-t-il ? Quelque mal que se donnent nos nationaux-communistes et nos sociaux-patriotes de toute obédience pour escamoter ou noyer le problème dans la confusion sentimentale, la réponse est évidente.

Toute possibilité de compromis à l'anglaise entre les impérialismes d'Occident étant éliminée la stratégie diplomatique de l'Etat russe atteint enfin le but suprême qu'elle s'est fixé : la Russie n'est plus seule contre l'Allemagne et le Japon affaiblis de manière prématurée et débouchés. L'Europe continentale se scinde sans recours en deux blocs, en deux coalitions impérialistes engagées sur le sol ibérique dans un combat d'avant-garde, fatalement voué par la logique interne des événements à s'épanouir en guerre des « deux mystiques ». Les jeux impérialistes, enfin, sont faits. Le gigantesque règlement de comptes dont la menace écrase l'Europe depuis la signature des traités de 1919 vient à échéance. La lutte armée pour l'hégémonie, la guerre pour un nouveau partage des marchés européens et extra-européens commencent.

Pour les révolutionnaires, pour ceux qui ont lié leur sort à celui des prolétaires — des prolétaires qui n'ont pas de patrie, en Russie soi-disant soviétique comme partout — une seule question surgit — cruciale — sous forme d'une double interrogation.

Que devient la révolution espagnole, ou plutôt cette promesse de révolution qui se débat encore dans ses langes pétales bourgeois ? Que devient le prolétariat international, en premier lieu, le prolétariat français et l'espoir révolutionnaire qu'il incarne depuis son grand réveil en juin 1936 ? Quant on considère sous tous les angles le rapport de force entre l'Espagne révolutionnaire et les impérialismes français et russe, quand on considère par dessus tout l'inconscience du mouvement ouvrier international (ou plutôt de ce qu'il en reste), plus fourvoyés que jamais par ses dirigeants dans les voies « démocratiques » et « républicaines » de la collaboration de classes et du social-patriotisme, nulle hésitation, hélas ! n'est permise.

Ces mots font mal à écrire, mais il faut les écrire. La bureaucratie impérialiste russe, la démocratie impérialiste française absorbent sans coup férir — et, s'il le faut, en massacrant les anarcho-syndicalistes espagnols, comme furent massacrés les marins de Cronstadt — les gouvernements de Caballero et de Companys incapables d'exister sans leur appui.

Pour l'ouvrier et le paysan espagnols, l'ennemi, ce n'est plus le patron, le propriétaire, le banquier, le prêtre, puisque le bon patron « démocratique », le bon propriétaire « démocratique », le bon banquier « démocratique », le bon prêtre « démocratique » français et le bon bureaucrate « démocratique » russe viennent à son secours contre le « fascisme ». L'ennemi, c'est désormais l'Allemand et l'Italien, ou mieux le général fasciste, mais, en ce cas, l'ami, c'est le maréchal russe et le général français.

O lutte de classes ! En France, où le prolétariat vient, malgré ses chefs, de redécouvrir l'action directe, en France, où le capitalisme inquiet réapprend à craindre l'instinct de classe des prolétaires, c'est un nouveau 1914. L'alcool immonde de l'Union Sacrée affole les exploités. Comme Blum et les politiciens de droite et de gauche nous en donnent l'assurance, comme l'exigent à l'envi l'Humanité et l'Echo de Paris, « communiste », « socialistes », « syndicalistes », tombent dans les bras des Croix de Feu. Y compris les 200 familles, les Français s'unissent, s'unissent, s'unissent !

Pour la « démocratie », la « civilisation », le « droit », contre le « fascisme », la « barbarie », la « force », tous volent d'un même élan à la défense de la patrie.

Sur la momie de Lénine et de la révolution d'octobre, sur le cadavre mort-né de la révolution espagnole, le banditisme impérialiste, dans le sang de millions d'ouvriers et de paysans, triomphe une fois de plus du prolétariat international.

Guerre étrangère ? Non, si elle ne se double pas d'une guerre civile

Eh bien ! non. Faire la guerre à l'Allemagne et à l'Italie, sans la faire en France contre les frères de classe de Franco et de Juan March, serait trahir, avec la révolution espagnole, la cause même du prolétariat. Toute guerre impliquant l'Union Sacrée des exploités avec leurs exploités — même sous prétexte de défendre la révolution espagnole — serait fatalement impérialiste et anéantirait dans le délire des haines nationales et sous

la chappe de l'état de siège tout espoir de révolution, en Espagne ou hors d'Espagne.

En l'état actuel des choses — il faut le crier bien haut, même si l'on est seul à le crier, même si ce n'est là qu'un message désolatoire jeté aux flots montants de la catastrophe — l'intérêt de la révolution, en Espagne et hors d'Espagne, coïncide avec la sauvegarde de la paix.

La cause du communisme libertaire, la cause du socialisme révolutionnaire exige une politique active de compromis impérialiste et, si celle-ci n'est plus possible, la localisation du conflit majeur qui menace le monde impérialiste : le conflit germano-russe.

Quoi ! s'indignera-t-on, nos frères tombent en masse à Madrid et vous les abandonnez !

Quoi ! vous ne répudiez le conformisme russe et le jeu impérialiste de Staline que pour choir, comme Blum, dans le conformisme anglais et le jeu impérialiste de la City !

Allons donc !

C. G. T., travailleurs, à l'action !

Ce dont il s'agit — et pour la première fois, après des mois d'effusions trop platoniques ou de complicité aveugle avec les antagonismes impérialistes — c'est d'arrêter et d'appliquer une politique d'aide à la révolution, non seulement en Espagne, mais hors d'Espagne, et d'abord ici.

Une politique qui ne se pend pas aveuglément aux basques de l'impérialisme, à Paris, à Londres ou à Genève, mais qui mette en œuvre, dans tous les domaines, la force ouvrière organisée.

Une politique efficace parce que réaliste, c'est-à-dire adaptée aux possibilités que la lutte de classes en France offrirait à des révolutionnaires lucides.

En tant que classe organisée dans ses syndicats (la C. G. T. compte à présent plus de cinq millions de membres), le prolétariat français peut aider la révolution espagnole de deux façons.

Directement d'abord. En fournissant à Madrid et à Barcelone une aide limitée, certes, puisque ne disposant pas des ressources de l'Etat bourgeois, mais rien moins que négligeable : en elle-même puis comme moyen d'éducation et d'agitation révolutionnaire. En s'opposant enfin méthodiquement à l'aide de toute sorte que Franco trouve en France.

Indirectement ensuite. En exerçant par tous les moyens sur la bourgeoisie française (et, par voie de conséquence, sur le gouvernement de Front populaire qui en dépend) une pression qui contraindrait l'impérialisme français à favoriser dans toute la mesure possible la révolution espagnole et qui pourrait donner naissance — dans ce pays — à l'essor révolutionnaire international dont l'appui manque si cruellement à nos frères d'Espagne.

A l'action pour la demi-journée ou la journée de salaire pour l'Espagne !

Malgré une agitation vive, quoique tardive, malgré tant de manifestations oratoires, d'appels, d'affiches et d'articles, l'aide directe fournie par la C. G. T. et ses cinq millions de membres à la révolution espagnole a été très faible.

La salive et l'encre ont coulé à flots au sein des organisations ouvrières françaises. Mais les quelques malheureux millions recueillis et transformés en fournitures humanitaires n'ont pas dépassé pratiquement la portée d'un geste symbolique.

Nous disons qu'il est temps d'en finir avec cette mollesse, avec ce platonisme. Nous disons qu'il est temps, tandis que nos frères tombent devant Madrid, de porter la main à sa bourse après l'avoir tant de fois portée à son cœur.

Le moment est venu où la C. G. T. doit lancer le mot d'ordre : une demi-journée de salaire ou une journée de salaire pour l'Espagne ! mener sur lui l'agitation la plus intense, et convertir les 75 ou les 150 millions ainsi recueillis en matériel de guerre, que — si elle le veut bien — elle ne sera pas en peine de faire passer au-delà des Pyrénées.

A l'action contre Franco, en France !

Ce n'est pas une des moins sinistres ironies de l'heure que la diffusion, ces temps-ci, de la nouvelle de l'aide technique et financière que Franco, depuis quatre mois et plus, tire de ses amis ou des business-men français.

L'existence de ce scandale montre à quel point les dirigeants des organisations ouvrières françaises se soucient de la révolution espagnole, à quel point aussi les stipendiés soi-disant communistes du gouvernement russe dupent des ouvriers en leur faisant crier : « Des canons, des avions pour l'Espagne !... sans même les inviter à assurer en France le boycottage de la contre-révolution. »

La encore, nous disons : Assez ! Et à l'action directe contre Franco, en France !

A l'action contre les capitalistes français amis de Franco !

Mais l'aide que Franco a trouvée et trouve en France n'a pas été que financière et technique. Dès les premiers jours de l'insurrection militaire en Espagne, la presse française, dans son ensemble, a soutenu de toutes ses forces la contre-révolution espagnole et battu en brèche l'interventionnisme timide de Blum.

C'est ainsi qu'entre deux dénonciations véhémentes de l'aide modeste consentie par Blum au gouvernement de Madrid, entre deux tableaux horribles d'« atrocités rouges », nous avons pu voir l'Echo de Paris ouvrir impunément une souscription pour offrir une épée d'honneur au général Morcillo, « héros de l'Alcazar ».

Paralysé par la « légalité républicaine » et contraint de ménager, sous peine d'être renversé, le capitalisme français dont les banques commandent l'existence financière de l'Etat, Blum ne pouvait museler la presse de combat de ce capitalisme, si la classe ouvrière n'intervenait pas directement.

Malheureusement, ni Blum ni Jouhaux, vétérans du social-patriotisme — et encore moins Staline qui entend (et pour cause) que l'impérialisme français conserve intact son potentiel de guerre — ne peuvent vouloir que le prolétariat français lutte contre ses oppresseurs avec d'autres armes que des bulletins de vote.

Aussi Blum et Jouhaux, radotent-ils sur l'ordre (bourgeois) et la légalité (bourgeoise), tandis que Staline surenchérit en ordonnant : « Français, unissez-vous ! » (sous-entendu : contre l'Allemagne).

Cette petite histoire, c'est toute l'affreuse histoire du Front populaire et de la révolution espagnole. C'est aussi tout le drame du prolétariat.

Pour que la révolution espagnole vive, il faut qu'elle cesse.

Et pour qu'elle cesse, il faut que la classe ouvrière française organisée passe à l'action directe.

Action directe contre les suppôts français de Franco.

Action directe contre le capitalisme français qui vacillait au printemps devant la vague de grèves.

Si Madrid et Barcelone qui, pourtant, ont tout à gagner aujourd'hui et demain, à l'extension en France de la guerre inexpiable engagée en Espagne entre exploités et exploités, ne lâchent pas ces mots d'ordre abhorrés à la fois du « fascisme » et de la « démocratie », la révolution espagnole est perdue.

Jean BERNIER.

FIN

L'École du Propagandiste

Nous avons obtenu le concours de quelques excellents camarades pour entreprendre enfin sur une base sérieuse l'école du propagandiste.

Le développement de l'organisation implique la clarté de nos positions et la diffusion précise de nos solutions.

Il ne s'agit plus de vivre sur une idée générale des grands problèmes ou sur une idée générale. Il faut, pour chaque militant, entreprendre sérieusement l'étude du problème social, dans son détail. Il faut d'autre part justifier l'existence d'une union anarchiste en nous départageant des autres tendances du socialisme, en exposant partout nos solutions propres.

Pour cela, il faut des militants. Etre un militant anarchiste implique la connaissance profonde de trois choses :

1° La doctrine anarchiste et les principes du syndicalisme révolutionnaire, leur mouvement ;

2° Les rapports de la doctrine et du mouvement anarchistes avec les autres secteurs ouvriers (avec la doctrine et le mouvement communiste et social-démocrate en particulier) ;

3° Les principes, les institutions et les armes de la bourgeoisie. L'étude des bases, de l'évolution et des plate-formes du capital sont indispensables à la compréhension des buts et des méthodes de l'organisation prolétarienne.

Nous n'envisageons pas de former en quatre mois des savants ou des pédagogues, ni de lancer sur le marché ouvrier des camelots de l'anarchisme. Mais simplement de donner aux camarades une idée plus précise des grandes questions qui agitent les milieux ouvriers. De leur donner un aperçu, une base sommaire d'études, d'exposer concrètement les quelques positions qui nous situent dans le mouvement ouvrier.

Nous retenons pour chaque paragraphe une série de dix cours, soit trente cours de deux heures au maximum, échelonnés sur une durée de trois à quatre mois. Lorsque nous aurons un nombre suffisant d'adhésions, nous convoquerons tous les camarades pour envisager en commun la meilleure répartition des heures de travail.

A titre indicatif, nous donnons cette semaine la nomenclature des cours de la première série, qui seront traités par un camarade très compétent en cette matière.

- 1° Programme et tactique de l'U.A. ;
- 2° Les anarchistes et les syndicats ;
- 3° Les anarchistes et les coopératives ;
- 4° La commune libre ;
- 5° Le parlementarisme ou action directe ;
- 6° Grèves, sabotage, boycott ;
- 7° Les anarchistes et l'armée (présente et future) ;
- 8° Les anarchistes et la guerre ;
- 9° Histoire sommaire du mouvement anarchiste en France et dans le monde ;
- 10° Les tendances du mouvement anarchiste.

Nous n'avons pas établi définitivement le sommaire de la seconde rubrique.

Pour la troisième partie, nous envisageons le plan suivant :

- 1° Le principe de la propriété bourgeoise ;
- 2° Le libéralisme économique ;
- 3° La concentration du capital ;
- 4° Les théories de l'impérialisme ;
- 5° L'arme bourgeoise du fascisme ;
- 6° Les partis et les tendances du fascisme ;
- 7° Le jacobinisme et les partis libéraux ;
- 8° Les plans de réforme du capitalisme ;
- 9° L'Eglise et l'armée, polices de classes ;
- 10° Les limites et l'échec du capital.

Chaque groupe doit envoyer plusieurs camarades à cette école. Il est indispensable que d'ici quelques mois un certain nombre de camarades soient capables d'intervenir sur des sujets déterminés dans leurs groupes, dans les meetings, dans les sections syndicales — ou simplement d'avoir une idée plus nette de ces questions et une base sommaire d'études.

Nous serons heureux, d'autre part, d'enregistrer les plus importants de ces cours pour sortir quelques brochures de propagande ou du moins matérialiser les exposés par des plans détaillés suivis d'une bibliographie.

Nous faisons appel pour cela à une camarade sténo de bonne volonté qui accepte de sacrifier à la propagande quelques heures par semaine.

Nous faisons appel surtout à des inscriptions nombreuses. Pour les adhésions, écrire à Daurat, au Libéraire, en spécifiant bien dans la lettre : Ecole du propagandiste.

APRES DEMAIN DIMANCHE

ENEZ TOUS

A LA FETE DU LIB

Le Coin des Jeunes

AVEC DES SPORTIFS OUVRIERS

Samedi et dimanche derniers s'est tenu le 3^e Congrès de la région parisienne de la F.S.O.T. De ce congrès il n'est pas sorti grand-chose de précis, du fait de sa mauvaise préparation par la direction régionale.

Un quart des clubs seulement étaient représentés et encore la plupart des délégués ne jugèrent pas utile d'assister aux trois séances tant était vide la discussion sur les problèmes à l'ordre du jour. Très habilement la direction (qui a pratiquement les pleins pouvoirs entre les mains) écartera les points épineux, sous le trop fameux prétexte d'unité.

Et il fut regrettable que des questions, comme la préparation militaire, les rapports avec les dirigeants des autres fédérations, et surtout ceux avec les organismes sportifs, du gouvernement ne fussent même pas effleurés. On en sortit les discours électoraux sur le milliard des sports, les terrains, piscines, stades et l'aviation à la portée de la jeunesse ouvrière.

Des quelques interventions faites par les délégués il ressort clairement, que la situation des sportifs ouvriers n'a pas changé.

Le ministère, Léo Lagrange fait à peu près ce qu'il fait ses prédécesseurs, à part qu'il ne fait pas de discours ronflants, on est obligé de constater que l'on n'a rien fait, faute d'argent. Pourtant on a bien trouvé les millions nécessaires pour construire le stade Borotra, et les quatre premiers milliards de l'emprunt furent prestement fourrés dans la guele des marchands de canons.

Pratiquement si la R.P. a augmenté son chiffre d'adhésions, la propagande auprès d'eux est faite sous une forme vague et sans objectifs précis pour les intérêts propres à la jeunesse sportive ouvrière et Rousseau dut avouer que 50 clubs seulement sur 400 sont abonnés au journal Sport, qui n'est même pas lu par la moitié des adhérents, qui constatent que leur journal est bien trop préoccupé d'encenser les pros et amateurs marions, des autres Fédérations et leurs dirigeants intéressés ! L'Unité, que voulez-vous, tant pis si les intérêts de la masse des sportifs sont sacrifiés.

Sport n'a fait en cela qu'imiter les grands journaux du Front populaire, l'Humanité, qui prête sa première page pour la prose de M. Desgrange, directeur de l'auto, l'un des plus cyniques exploités du sport.

Mais les sportifs ouvriers ne sont pas tous d'accord avec cette nouvelle méthode de leurs dirigeants à l'effet d'un tabouret confortable au C.N.E.P.S., et tout dévoués à la camarilla gouvernementale pour lesquels ils sont prêts à faire avaler la préparation militaire obligatoire à la jeunesse de ce pays, sous prétexte de défense de la démocratie.

Leur abstention à ce congrès est leur premier avertissement, sachons à l'intérieur des clubs faire le travail d'éclaircissement nécessaire auprès d'eux, et au congrès fédéral qui aura lieu à Noël nous saurons nous opposer aux manœuvres des politiciens et de tous ceux qui exploitent le sport pour leur profil personnel ou leurs basses ambitions politiques.

Pour le sport honnête et libre, pour les milieux ouvriers et contre la P. M. obligatoire. Pour l'application intégrale des promesses qu'on nous a faites pendant la campagne électorale.

Sportifs ouvriers, en avant.

Un jeune sportif.

J. A. C.

Commission administrative de la J. A. C. — Réunion de la C. A. provisoire tous les mardis sans exception, à 20 h. 30, au « Libéraire ». Les adhésions sont reçues avant la séance.

III^e et IV^e. — Le groupe J.A.C. tiendra sa réunion constitutive mardi 15 décembre chez René, 16, rue Charlot et 48, rue de Poltoul. Un camarade de la Fédération exposera les buts de la J. A. C.

V^e et VI^e. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30 avec l'U. A., 22, rue Broca.

VII^e et VIII^e. — Les camarades désirant former un groupe J.A.C. sont priés d'écrire à Ringear, au « Libéraire ».

IX^e. — Les Jeunes se réunissent avec le groupe de l'U. A.

X^e. — Le groupe J. A. C. se réunit tous les mardis à 20 h. 30, café des Deux-Hémisphères, 65, St-Jacques-Martin.

XI^e et XII^e. — Réunion du groupe J. A. C. tous les jeudis, 170, faubourg Saint-Antoine.

XIII^e. — Un groupe va fonctionner incessamment.

XIV^e. — Réunion du groupe tous les jeudis à 21 h., au 36, rue de Vanves. Jeudi 10 décembre, causerie par Ridel sur : Le mouvement de la J. A. C.

XV^e. — Réunion du groupe tous les jeudis à 21 h., au 36, rue de Vanves.

XVI^e. — Réunion du groupe J. A. C. tous les mardis, salle Jourdan, 69, rue de la Convention, 170, avenue de Clichy.

XVII^e. — Réunion du groupe J.A.C. avec le groupe adulte tous les vendredis, à 20 h. 30, au Café, 170, avenue de Clichy.

XVIII^e. — Réunion tous les mardis, café Pailillon, 70, rue Doudeauville.

XIX^e. — Le groupe J. A. C. se réunit tous les mardis, à 20 h. 30, 169, rue de Crimée.

XX^e. — Réunion du groupe J. A. C. avec le groupe adulte.

Boulogne-Billancourt. — XVI^e. — Le groupe de la J. A. C. se réunit le lundi 14 décembre à 21 heures, chez Cuvillier, 30, avenue des Moulineaux, à Billancourt.

Colombes. — Le groupe J.A.C. se réunit avec le groupe adulte au « Bar Columbia », 56, rue de Saint-Denis.

Livry-Gargan. — Réunion du groupe J. A. C. avec le groupe adulte, salle Gobé, 58, avenue Vauban. Vendredi 11 décembre, à 20 h. 30, causerie par Patormi sur : L'individu et la société.

Angoulême. — Les camarades lecteurs du « Libéraire » et désireux de former des groupes J. A. C. dans leur ville ou village, sont priés de se mettre en relation avec le camarade Georges Maurellet, 15, rue Saint-Roch, Angoulême.

MARSEILLE. — Nous sommes heureux d'aviser nos camarades d'une lettre émanant du secrétaire de la J. A. C. de Marseille qui nous parle de la bonne marche du groupe tout nouvellement constitué. Notre camarade est très satisfait et nous fait entrevoir la possibilité pour la J. A. C. de Marseille de créer bientôt plusieurs nouveaux groupes. C'est avec la plus grande joie que nous promettons tout notre concours à nos camarades marseillais.

Roula la C. A. : Ringear.

Toulon. — Jeunesse Libre. — Le groupe se réunit tous les samedis à 20 h. 30, au siège, 14, rue Nicolas-Laugier (2^e étage).

Nogent-sur-Marne. — Jeudi, à 21 h., 30, Grand-Rue. Permanence tous les dimanches matin, de 10 h. à 12 heures.

Tous les camarades désireux de former un groupe J. A. C. dans les villes où il n'en existe pas sont priés de demander des renseignements à Ringear, au « Libéraire ».

Les secrétaires de groupes J.A.C. de Paris, Banlieue et Province sont priés d'envoyer, chaque semaine, leurs communications à Ringear, au Libéraire.

J. A. C.

GROUPE DU 18^e

MEETING CONTRE LES DEUX ANS LE VENDREDI 11 DECEMBRE A 20 H. 30

Salle Trétagne, 7 Rue de Trétagne Orateurs : Ringear et Ridel, de la J.A.C. et des orateurs des J. C., J. S., J. S. R. J.E.U.N.E.S.

La Guerre...

Pourquoi pas?...

Encore un papier contre la guerre. Encore une fois dans ces colonnes, nous mettons en garde les travailleurs contre les menaces, contre les préparations, contre les dangers toujours plus alarmants d'une nouvelle boucherie.

Nous ne cessons de crier : Attention, la guerre est là ! La politique internationale du capitalisme la précipite de jour en jour, enrayant le fleau est tâche plus difficile. Ce langage, d'ailleurs, ne nous est pas absolument particulier. Toute la presse est pleine d'affirmations semblables basées sur des prétextes parfois différents.

L'un accuse Blum et la Russie, l'autre Hitler et le Japon, l'un le bolchevisme, l'autre le fascisme. D'autres encore, des pacifistes, s'en prennent plus justement aux marchands de canons, au capitalisme international, mais tous tombent d'accord sur un point : la guerre maintenant est inévitable.

Et c'est contre cela que nous nous insurgons. C'est contre cette infâme lâcheté, contre cette capitulation prématurée que le prolétariat doit réagir vigoureusement. Le capitalisme, à la faveur du bon-garçonisme prolétarien, a déjà mis dans son jeu des atouts importants. La loi de deux ans, les milliards votés sous un Gouvernement de Front populaire, les alliances divisant en blocs les pays belligérants lui sont désormais acquies. C'est là la préparation matérielle, soigneusement déguisée sous le voile de la défense nationale et de la sauvegarde de la paix.

C'est là, je le répète, une importante victoire pour le capitalisme, la première manche gagnée sur le prolétariat.

La seconde semblait la plus difficile. Elle consistait pour les bénéficiaires de la guerre impérialiste à faire accepter par le prolétariat l'idée et la nécessité d'une nouvelle croisade.

C'est là surtout, le but de toute la propagande chauvine menée en France par les sondoyés de la Bourgeoisie et à laquelle s'est prêtée si complaisamment le Parti communiste français.

Et maintenant, après avoir donné toutes les bonnes raisons, après avoir démontré que les responsabilités n'incomberaient qu'à l'Allemagne et au fascisme international, après avoir expliqué qu'il fallait de suite faire la guerre aux fauteurs de guerre, pour leur empêcher de nous faire la guerre, on emploie l'argument décisif.

La guerre est inévitable. Il ne s'agit plus de lutter chimiquement pour l'éviter. Il faut se protéger. Il faut se préparer à la défense et à la riposte. Et dans les réunions, l'orateur communiste explique qu'on n'a plus le droit de tromper le prolétariat... que le P.C.F. n'aurait pas voulu la guerre... mais que le méchant fascisme lui, la veut absolument pour des tas de raisons... qu'il n'y a, hélas, plus rien à faire... et que le mieux est encore de graisser ses bottes et d'entonner une bonne Marseillaise.

Et voilà. On est entraîné d'enlever la seconde manche.

Le jour où le prolétariat sera convaincu, que, quoi qu'il fasse il n'empêchera pas la guerre, on pourra y aller carrément et gare aux tièdes.

Nous aussi, dans nos colonnes, nous dénonçons les dangers de guerre. Mais nos accents sont différents et toute autre est notre conclusion.

Nous savons ce que préparent les impérialistes, fascistes ou démocratiques, mais nous croyons au prolétariat. La classe ouvrière se souvient qu'elle a été cruellement abusée en 1914 avec des bobards opportunistes. Plus tard, elle en a compris le vide et le mensonge. Aujourd'hui nous dénonçons le vide et le mensonge des bobards d'actualité. Sous l'impulsion des anarchistes, une position nette doit être prise par le prolétariat tout entier.

Il faut que le capitalisme sache qu'il ne peut pas faire la guerre parce que les ouvriers ne marcheront pas ; parce que les machines sont prêtes à s'arrêter, les trains à freiner. Parce que les soldats sont prêts à désobéir, les armes à se retourner, l'insurrection à éclater.

Il faut que le prolétariat, très fort, très grand, réponde à ceux qui hurlent à la fatalité de la guerre : Non, elle n'aura pas lieu puisque nous refusons de la faire.

Le jour où l'on voudra jager à nouveau le peuple en lui faisant exécuter la simule cre d'oeux de la « protection passive, il faut que le capital ait agnès entendé la grande voix du Travail : C'est fini, nous ne marchons plus pour vous.

Classe contre classe dans la lutte contre la guerre comme dans la lutte pour le pain. En songeant au prolétariat espagnol. En songeant au prolétariat répété. Il faut fermer la gueule à nos chiens fascistes. En songeant au prolétariat international, nous disons :

Il faut fermer la gueule à nos chiens de guerre.

RINGEAR.

Le n° 3 de Rectitude est paru. Le réclamer, dans tous les kiosques.

D'autre part, une réunion d'informations pour la défense de Lemaitre, ainsi que pour définir le programme d'action de la Ligue des Obstacles de Conscience est organisée le mercredi 16 décembre, à 20 h.

VOIX DE PROVINCE

BREST

Fédération Libertaire de l'Ouest

Nous avons reçu l'adhésion à la création de cet organisme régional de nos camarades de Coudon.

Mais cela n'est pas suffisant, après Angers, Coudon, il faut que tous les groupes, que toutes les individualités libertaires disséminées dans notre région soient au plus vite leur adhésion afin qu'elle existe dans le plus bref délai.

Ecrire à Le Lam Auguste, Maison du Peuple, Bois de Boulogne, Brest.

CHATEAU-THIERRY

Constitution d'un Comité pour l'Espagne libre

Dimanche 6 décembre, une réunion convoquée par les éléments libertaires réunissait toutes les fractions du rassemblement populaire, à l'effet de venir en aide à nos camarades espagnols en lutte contre le fascisme international.

La réunion a obtenu un plein succès. Différentes décisions ont été prises en vue de faire circuler des listes de souscriptions dans toute la région, d'obtenir des parrainages de combattants antifascistes, d'organiser une journée de solidarité en faveur de nos frères espagnols, parqués, ventes d'insignes, etc.; pour l'adoption d'enfants et l'envoi de vivres, vêtements, etc. Enfin nous sommes parvenus à aider de toutes nos forces ceux qui donnent en ce moment leur vie pour le triomphe de la justice et de la liberté et du bien-être pour tous.

Que tous ceux ou celles qui ont à cœur de nous aider m'écrivent sans retard et nous fassent parvenir leur obole.

Louis Radix, à Bascon, près Château-Thierry.

LYON

APPEL

A TOUS LES ANTI-FASCISTES SINCERES

Un centre local de ravitaillement des milices antifascistes a été créé dans la région lyonnaise. Son adresse : Palais du Travail, salle L, à Villeurbanne, doit être retenue par tous les antifascistes qui désirent secourir efficacement nos camarades Espagnols. Apportez en masse, vivres, médicaments, vêtements, etc. Nous prendrons à domicile les colis trop volumineux.

Envoyer la correspondance au camarade Solé, Palais du Travail, salle L, à Villeurbanne.

Constitution de la Fédération Lyonnaise (du Sud-Est)

de l'Union Anarchiste

Pour donner plus de cohésion à leur propagande, les groupes de la Région lyonnaise ont décidé de s'unir dans une Fédération adhérente à l'Union Anarchiste. La réunion constitutive aura lieu le dimanche 13 novembre 1936, à 14 heures, Brasserie Gambin, avenue Berthelot, près de la rue de Marseille. Sont convoqués en assemblée générale les groupes de : Lyon (3^e, 6^e et 7^e arr.), Lyon-Vaise, Saint-Fons, Craponne, ainsi que les individualités sympathisantes de toute la région.

A l'ordre du jour : Constitution de la Fédération; désignation du bureau; soutien du « Libertaire »; organisation de la propagande et divers.

VILLEURBANNE

Des insignes C. G. T. S. R. A. I. T. F. A. I. C. N. T. sont en vente au siège, pour les camarades s'adresser à Rigal, P. R. Villeurbanne.

L'Assemblée générale de la Fédération Anarchiste Provençale

C'est à La Ciotat que s'est tenue l'assemblée générale mensuelle de la F.A.P., le dimanche 29 novembre. Étaient représentés les groupes de Toulon, Fédération Libertaire du Var, Athénée Libertaire, Action Libertaire, Fédération Anarchiste des Bouches-du-Rhône, Fédération Espagnole, Fédération Italienne, Sacco-Vanzetti, L'Aurore, Groupe Libertaire de La Ciotat, un camarade de Solliès et plusieurs individualités.

La délégation de Toulon était relativement nombreuse (sept délégués). Il faudrait justement que tous les groupes, que tous les camarades comprennent que ces assemblées générales, que nous avons décidées depuis près de quatre années, sur la proposition du camarade Martini, ne sont pas des congrès, mais qu'elles sont un lien de resserrement entre les groupes et les camarades de toute la région.

C'est sous la présidence du camarade Hem Day, de Bruxelles, revenant de Barcelone et de passage dans notre région pour une exposition sur la révolution espagnole qu'un malentendu a empêché d'avoir lieu à Marseille, que s'est déroulée notre assemblée. Président de choix qui a eu une grande autorité sur notre assemblée qui s'est ressentie de cette présidence.

Après lecture de la correspondance et après que Pascal eut expliqué les raisons du mot entendu au sujet de l'exposition Hem Day, l'on attaque l'ordre du jour.

Garrec donne lecture du rapport du Congrès de Lyon, cela pour être dans l'atmosphère de ce congrès. Après lecture de ce rapport, Diné, à qui revenait la charge de concrétiser les débats du congrès et les résolutions prises, s'en tira à merveille et à la satisfaction de tous les camarades.

L'après-midi, ce fut le camarade Garbled, secrétaire de la F.C.I.V. qui développa son rapport sur : Formation de comités antifascistes révolutionnaires.

Sur : agitation en faveur de nos frères d'Espagne, tous les camarades reconnurent la nécessité de faire tout ce qui est en notre pouvoir en faveur de la révolution. Le camarade Montégudet, qui a passé deux mois en Espagne, nous donna des précisions judicieuses sur le mouvement.

Sur le congrès anarchiste international, le camarade Hem Day nous donna des précisions, car il est un peu l'initiateur d'un congrès international. En avril, il rencontra à Bruxelles le camarade Santillan, à qui il fit part de l'utilité d'un tel congrès. Hem Day étant à Barcelone proposa aux divers militants s'y trouvant (S. Faure, Berton, Goldman, etc.) une réunion qui eut lieu le 19 octobre; l'on parla de l'utilité d'un tel congrès, mais ces camarades ne purent en fixer la date; mais l'idée fut son chemin et bientôt l'on pourra être fixé.

Après intervention du camarade Denégri sur la situation financière de la F. A. P., qui n'est pas brillante, notre assemblée se termina dans l'enthousiasme, à 6 h. 30, et en se donnant rendez-vous au dimanche 27 décembre, à Toulon.

CIO-TADEN.

LA TOURNÉE SÉBASTIEN FAURE-BLICO

MARSEILLE

Dimanche 6 courant un nombreux public se pressait dans le cinéma l'Olympia à la Plaine, c'est le secrétaire de la Fédération des Bouches-du-Rhône, le camarade Pascal, qui présida et ouvrit la séance à 10 heures, après un bref préambule sur le motif de cette réunion, il présenta nos camarades Sébastien Faure et Blico qui sont ovationnés par toute la salle.

Blico, pourvu d'une abondante documentation, nous explique d'une façon claire et précise ses randonnées à travers la Catalogne et le travail de démolition et de reconstruction accompli par nos camarades de la C. N. T. et F. A. I. dans les domaines suivants : religions, éducation, santé publique, ravitaillement, industrie, transports, etc., tout cet exposé fut écouté attentivement par le public présent.

A son tour, notre camarade Sébastien Faure va, avec son talent habituel, nous faire revivre l'histoire du mouvement catalan, il nous montre ce que peuvent faire dans le domaine social, ces canaux, ces bandits, ces pillards, qualifiés par les journaux bourgeois à tort de désigner les anarchistes.

Il nous conte l'anecdote de ces trois anarchistes de Vich qui, trouvant dans le palais de l'évêque, la bagatelle de seize millions de pesetas, les apportèrent simplement au siège de la C. N. T. et F. A. I. en disant : « Nous rendons au peuple ce que l'église lui a volé ».

Il serait trop long de raconter tous les discours de notre vieil ami qui par ses paroles de bonté et de courage toucha au cœur et fit pleurer tous les auditeurs.

Aucune contradiction ne fut faite, la séance est levée et la foule s'écoule lentement en commentant les exposés de Blico et de Sébastien.

Il nous faut aussi remercier le groupe « Jeunesse Libertaire » qui vendit, distribua nos journaux et nous fut d'une grande utilité pour l'organisation de ce meeting.

Le Comité.

TOULON

La grande salle de la Bourse du Travail de La Seyne était bondée vendredi soir des 20 h. 30, c'est devant environ 1200 personnes que le camarade Janier, au nom du Comité de Défense de la Révolution espagnole de Toulon, ouvre la séance. Il déclare que le problème espagnol dépasse le cadre des frontières et que les anarchistes feront tous leurs efforts pour faire connaître ce que la presse déforme. Notre camarade Sébastien Faure, sur la bûche depuis un demi-siècle, a voulu connaître la vérité. Avant vu, il vient dire ce qu'il a vu avec son camarade Blico. Regrettant que la conférence n'ait pu avoir lieu à Toulon, il passe la parole à Blico, qui, avec des précisions chiffrées, des documents irrefutables, expose l'immense travail accompli par nos camarades de la C. N. T. et de la F. A. I. dans le domaine religieux, judiciaire, scolaire, santé publique, économique. Blico résume vivement les nombreux auditeurs qui se séparèrent sur le vote d'un ordre du jour en faveur de nos frères espagnols et au cri de : « Vive l'unité révolutionnaire mondiale ! ».

M. D. L. R. — Étant donné l'exiguité de notre format et l'abondance des matières, nos camarades correspondants sont priés de schématiser le plus possible leurs communications.

PARIS-BANLIEUE

Union anarchiste, Fédération Parisienne

GROUPE D'AULNAY-SOUS-BOIS

Mardi 15 novembre, à 20 h. 30, Salle Fravel, Place Jeanne-d'Arc.

GRAND MEETING

Sous la présidence de notre camarade Emilienne Durru.

LA REVOLUTION SOCIALE

EN ESPAGNE

Orateurs : Laurent, de la C.G.T.S.R.

Doutreux, Robert, Frémont, Sall Mohamed, blessé sur le front de Saragosse (de l'U. A.).

Pour soutenir nos frères d'Espagne, tous les antifascistes sincères y viendront en masse.

GROUPE INTERCOMMUNAL

BANLIEUE SUD (GENTILLY)

Réponse à « Front rouge »

Dernièrement sur « Front rouge », organe banlieue-Sud des 100/100 un article paraissait

au nom d'un camarade de notre groupe était inséré

basement et traité de briseur de grève. Une lettre de rectification nous parvint au dit journal

notre camarade remit à la disposition de ce point : il n'avait pu assurer le piquet de grève

étant parti aux obsèques d'une proche parente

et il avait montré au responsable de l'organisation

syndicale les deux télégrammes qui motivaient son absence forcée. Malgré cela la rectification ne passa pas sur le Front rouge; la cause est entendue, le camarade en question, Barbeaud, étant un ancien communiste il importait avant tout de le saluer.

Sur le dernier numéro de ce camarade, une lettre de M. le curé de Gentilly envoyée en rectification passait, elle, et pour la cause suivante : ce curé s'excusait de n'avoir pas défilé le 11 novembre devant le monument aux morts aux côtés des communistes, n'ayant pas été invité par ceux-ci.

En effet ceux-ci ne les ont pas invités, à leur grand regret, comme l'année dernière car les S.F.I.O. avaient posé la question : si les curés y sont, nous n'y serons pas, mais cette question n'a pas été soulevée sur « Front Rouge » et l'on constate que les rectifications de M. le curé sont acceptées mais que celle d'un ouvrier révolutionnaire ne l'est pas, d'où il faut conclure par le proverbe : « Qui s'assemble se ressemble ». A quand une messe rouge au bastion municipal ?

A ce propos une simple question : qu'est devenu à Gentilly la section des travailleurs sans Dieu ?

L'Œil noir de la banlieue-Sud.

Nous informons les camarades qui ont contribué à la solidarité pour les miliciens espagnols en assistant à notre conférence avec films du mardi 1^{er} décembre que cette soirée a laissé un bénéfice de 816 fr. 50.

Merci à tous et surtout merci pour eux, nous recommencerons !

Le groupe de Gentilly.

BANLIEUE OUEST

(PUTEAUX ET REGIONS)

Réunion interrégionale

Mercredi dernier quelques groupes et individualités se sont réunis à Nanterre à l'issue d'une conférence.

Il a été décidé entre les groupes et individualités présents de donner une impulsion à la propagande dans notre région car les événements se précipitent. Il est indispensable que tous les camarades anarchistes et sympathisants ne forment qu'un seul bloc. « Nous devons nous aussi faire notre unité anarchiste » contre le fascisme et la guerre et aussi pour la défense de nos camarades espagnols.

Nous faisons donc un appel pressant à tous

les anarchistes et sympathisants pour créer un groupe interrégional pressant.

En prouvant que nous ne sommes pas des utopistes mais seulement des réalistes capables de faire vivre leur idéal.

Plus de divergences entre nous, ne restons plus isolés comme par le passé, groupons-nous avant qu'il ne soit trop tard, contre le fascisme, contre la guerre, pour la révolution sociale. Cet appel est adressé à tous les groupes et individualités des banlieues ci-après : Puteaux, Suresnes, Nanterre, Courbevoie, Levallois, Clichy, Colombes-La Garenne, Neuilly.

Cette réunion aura lieu vendredi 18 décembre après la conférence sur l'Espagne et aura à l'ordre du jour les questions suivantes : 1^o formation du groupe interrégional; 2^o vente de la presse anarchiste; 3^o moyens d'action.

Pour les différents groupes, — Le secrétaire de Puteaux : P. Moreau.

Notre tournée de propagande avec projections

Le succès de notre tournée s'affirme chaque jour davantage; auditeurs nombreux, attentifs, enthousiastes, prouvant, par la solidarité qu'ils exercent à l'issue de chacune de nos réunions, qu'ils sont d'accord avec notre action; des camarades espagnols qui nous ont rendu visite nous ont prodigué les encouragements les plus chaleureux et nous ont félicité pour le travail pratique que nous accomplissons.

Il faut que chaque groupe organisateur fasse le maximum pour la réussite des conférences; affichage en bonne place, placement à l'avance des cartes d'entrée, notes dans la presse, dans toute la presse susceptible d'insérer. Que l'on ne perde jamais de vue que tous les bénéfices de cette tournée sont réservés aux milices antifascistes, que nos camarades, en cette rude saison, luttent dans des conditions matérielles atroces, que le froid est un ennemi implacable.

Nous serons le lundi 14 à Dijon, le mardi 15 à St-Genis-Laval, le 17 à Romans, le 19 à Saint-Etienne, le 20 à Grenoble, le 21 à Thonon-les-Bains. Que tous les camarades de ces localités s'entraident et nous préparent la tâche, elle sera accomplie à la satisfaction de tous.

BAGNOLET

A Bagnolet, toujours avec la même réussite, la conférence est lieu à encore, les orateurs ont une excellente impression et les films obtiennent un très grand succès.

ERMONT

C'est devant une assistance sympathique que Ridel et Huart ont développé leurs exposés sur la situation espagnole. Ridel brossa un tableau précis de la situation économique et morale du Proletariat parisien; il dénonça les fautes impardonnables commises par les politiciens qui permirent, par leur coupable complaisance, le déclenchement de l'attaque fasciste. Après avoir montré le caractère révolutionnaire de la lutte soutenue par nos camarades, il termina son remarquable exposé par un vibrant appel à l'action et à la solidarité.

Huart fit à son tour un exposé saisissant des misères subies par le peuple espagnol, de sa lutte acharnée pour la conquête de la liberté, des cruautés sans nom des suppôts de l'autorité se rendant coupables. Puis notre camarade examina sous tous ses aspects la question du fascisme, il démontra, documents irrefutables en mains, que ce mouvement ne reposait exclusivement sur la terreur et la violence et ne pouvait, en définitive, qu'aboutir à la plus effroyable des guerres.

La neutralité dans laquelle se cantonne notre gouvernement est un crime contre le prolétariat espagnol; loin de sauver la paix, elle mène au contraire les peuples à la guerre car cette neutralité se traduit, dans les faits par le blocus sévère de l'Espagne antifasciste; chaque semaine de blocus est une victoire du fascisme. Le prolétariat français doit, par son action révolutionnaire, rompre ce blocus, exiger la reprise totale de tous les rapports commerciaux avec l'Espagne antifasciste, apporter sa solidarité à nos frères en lutte et enfin, arbitrairement dans la voie révolutionnaire, seul moyen d'éviter la guerre et d'écraser définitivement le fascisme. Les films obtinrent également un très grand succès.

ROMAINVILLE

Le lundi 7, nous étions à Romainville où, malgré une mobilisation policière et des « complices » rendus de maland, nous avons pu réunir un auditoire extrêmement sympathique et enthousiaste; cette conférence, par le succès incontestable qu'elle a obtenu, facilitera grandement nos camarades dans leur propagande future.

Les prochaines Réunions

TOURNEE DES FILMS AVEC LA CONFERENCE: ESPAGNE SANGLANTE

Orateurs : Ridel, Huart

Retour d'Espagne.

DIJON

Lundi 14 décembre à 20 h. 30

Salle du Casino

SAINT-GENIS-LAVAL

Mardi 15 décembre à 20 h. 30

Salle de la Maison du Peuple

ROMANS

Jeudi 17 décembre à 20 h. 30

Salle Essen Chanudet

SAINT-ETIENNE

Le samedi 19 décembre à 20 h. 30

Salle des Fêtes de la Bourse du Travail

GRENOBLE

Dimanche 20 décembre 14 h. 45 - 17 h.

Le Centre Nautique agricole et artisanal de Bascon, près Châtel-Thierry (Aisne) a reçu de nombreuses lettres de camarades désirant connaître, en qualité d'associés, à des titres divers, dans notre entreprise de réalisation de vie nouvelle à base libertaire.

Quelques camarades doivent venir prochainement pour s'installer. Cependant, malgré ces nombreux desiderata, nous manquons encore : typo, maçon, ébéniste-ménager. Ces trois métiers très pressés. — Louis Radix.

LA VIE DE L'U.A.

Réunion de la Commission administrative, réunion lundi 14 décembre, au local habituel.

G. I. de la Fédération : A tous les secrétaires de groupes. — Nous insistons pour que tous les groupes soient représentés au prochain C.I. qui aura lieu le 19 décembre : Ordre du jour très important.

Les secrétaires de groupes sont priés d'envoyer leur adresse à R. Pedron au Libertaire.

Groupe Artistique. — Répétition tous les jeudis à 21 heures, salle Jean-Bart, 75, faubourg Saint-Martin.

V^e et VI^e. — Réunion jeudi 17 décembre à 20 h. 30, 22, rue de Broca.

Café des Deux-Hémisphères, 65, faubourg Saint-Martin.

XI^e et XII^e. Charenton. — Réunion du groupe tous les mardis à 20 h. 30, 60 bd de Bercy (métro Charenton).

XIII^e arr. — Un grand meeting est en préparation dans l'arrondissement avec projection de films. Tous les camarades du groupe sont priés de rester en contact et de passer au local habituel.

XIV^e. — Réunion du groupe tous les vendredis à 21 h. au 36 rue de Vanves. Tous les camarades sont priés d'être présents à la réunion de ce soir vendredi.

XV^e. — Réunion tous les vendredis à 20 h. 30, chez Jourdain, 69, rue de la Convention.

Porte Maillot, XVI^e et XVII^e. Neuilly. — Réunion du groupe jeudi 17 décembre à 20 h. 30, au café Briand, salle du fond, 70 avenue de la Grande-Armée.

Appel est fait à tous les camarades.

XVII^e arr. — Le Groupe se réunit tous les vendredis à 20 h. 30, au café, 170, avenue de Clichy.

XVIII^e. St-Ouen. — Le groupe se réunit les 1^{er} et 3^e vendredis du mois à 20 h. 45, 143, av. des Batignolles, St-Ouen, les 2^e et 4^e vendredis du mois, au café, 170 av. de Clichy, Paris.

XVIII^e. — Réunion tous les jeudis à 21 h., 70, rue Doudeauville.

XIX^e arr. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 50, salle du café, 169, rue de Crimée.

XX^e. — Réunion jeudi 17 décembre chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant. Règlement des cartes. Rapport financier. Discussion pour liaison avec le secteur banlieue-Est.

Groupe Anarchiste, Aulnay-sous-Bois, vieux pays. — Réunion de tous les camarades samedi 12 décembre à 20 h. 30, café Mautrat, 41 bd Charles Floquet, derrière la mairie.

Causerie par notre camarade Sall Mohamed sur la Révolution Espagnole. Dernière disposition pour le meeting de mardi 15.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de se réunir tous les jeudis à 20 h. 30, toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Boulogne-Billancourt. — Le groupe se réunit le lundi 14 décembre à 21 h. chez Cavillier, 50, avenue des Moulineaux, à Billancourt.

Chamigny. — Réunion du groupe samedi 12 décembre, à 20 h. 30, chez Ferrer, 5, Route de Villiers.

Clamart. — Réunion du groupe tous les jeudis à 20 h. 30, 39, rue de Paris.

Clichy, Asnières, Levallois. — Réunion du groupe 102, quai de Clichy. L'ordre du jour étant très important, présence indispensable de tous les camarades.

Colombes. — Le Groupe se réunit tous les vendredis au bar « Colombia », 55, rue de Saint-Denis. Des réunions de propagande ouvertes aux sympathisants tous les mois. Se faire inscrire au vendeur du « Libertaire », au marché.

Courbevoie, La Garenne. — Ce soir vendredi 11 décembre, à 20 h. 30, réunion du groupe à l'ami François, 7, avenue Marceau, à Courbevoie.

Drancy. — Le Groupe se réunit tous les samedis à 20 h. 30, salle Passet, 50, avenue Marceau.

Ermont et environs. — Le groupe se réunit tous les lundis à 21 heures, 125 bis, rue de la Gare à Ermont (au fond de la cour et à droite).

Pour tous les renseignements s'adresser 7, rue des Vignolles, à Ermont, ou au 104, rue d'Ermont à Saint-Gratien.

Fresnes. — Pour tout ce qui concerne l'U. A. et la J. A. C. écrire à Apel Eugène, café Veston, Grande-Rue, à Fresnes.

Gennevilliers. — Réunion du groupe, 90, rue de St-Denis. Causerie sur le Communisme Libertaire.

Groupe Intercommunal Banlieue-Sud, Gentilly. — Lundi 14 décembre chez Cayer, 51, rue Fri-leuse à Gentilly, causerie par Frémont, sur : le mouvement anarchiste, la vie d'un groupe, d'une fédération, de l'Union, la diffusion du Libertaire. Les sympathisants sont fraternellement invités.

Issy-les-Moulineaux. — Les camarades habitant cette localité doivent se mettre en relation avec Dubreuil Pierre, 11, avenue de Verdun.

Ivry. — Réunion du groupe, place Bac, Ivry-Centre, tous les lundis, à 20 h. 30.

Montreuil. — Réunion du groupe tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois à 20 h. 30 permanence et vente du « Libertaire » de 10 h. à 12 h.

Montrouge, Bagneux, Malakoff. — Réunion tous les mercredis, salle de la Coop., rue Victor-Hugo, Malakoff.

Neuilly-sur-Marne et Neuilly-Plaisance. — Les camarades désireux de constituer un groupe dans ces localités sont priés d'écrire au « Libertaire ».

Nogent-sur-Marne. — Réunion tous les jeudis à 21 h. 30, Grande-Rue.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Sicle, maison Pige, face à la mairie.

On trouve le Libertaire, chez Dujardin, libraire, 27, av. J.-Jaurès et à la criée : le samedi matin au marché des Ecoles; le samedi après-midi et le dimanche matin dans tout le Pré.

Pré St-Gervais, Pantin. — Réunion du groupe lundi 14 décembre à 20 h. 30, 47 rue de la Cristallerie.

Puteaux-Neuilly. — Le Groupe se réunit tous les vendredis à 20 h. 30, salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Noisy-le-Grand. — Tous ceux qui désirent adhérer au groupe de Noisy-le-Grand doivent s'adresser chez Force, chemin des Potties, à Noisy-le-Grand.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffie se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare. Tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Suresnes. — Pour tout ce qui concerne le Groupe, écrire à Coche Louis, 61, rue de Verdun, à Suresnes.

Thiais. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser à Ternand Marcel, 9, voie David, à Thiais.

Vaujours, Vert-Galant, Villepinte, Tremblay-Lès-Gonesse, Villeparisis. — Tous les lecteurs et sympathisants sont priés de la constitution d'un groupe libertaire. S'adresser à la permanence, Tabac Dumet, 24, avenue de la Gare, Vert-Galant, tous les dimanches, de 11 h. à 12 heures.

Aimargues. — 1^o Le Groupe fait connaître aux sympathisants que son lieu de réunion est à la Maison du Peuple et les invite à y assister tous les premiers vendredis du mois.

2^o Les jeunes camarades sont invités aux réunions des Jeunesses syndicales révolutionnaires où le meilleur accueil leur

A propos

du wagon de poudre...

Le chef de gare d'Elne est toujours en prison.

Innocent, qu'il soit libéré !
Coupable, que la classe ouvrière agisse pour qu'on le libère !

Un nouveau méfait des politiciens

Autour de la grève
des monteurs-électriciens

Les ouvriers parisiens et surtout les travailleurs du bâtiment qui ont failli entrer dans un mouvement d'ensemble pour soutenir leurs camarades monteurs n'auront probablement pas pu comprendre la portée du communiqué syndical passé à la presse à l'occasion de ce conflit. Ce document est embrouillé à plaisir. D'après sa lecture il n'est pas possible de comprendre si les électriciens l'emportent ou s'ils sont battus. Le plus clair de toute cette diplomatie est qu'il faut reprendre le travail dans les maisons où les patrons daignent ne pas faire de victimes. Quant aux autres grévistes, ils n'ont qu'à continuer la grève. Tel est le résultat de ce mouvement commencé par esprit de solidarité avec les travailleurs d'une seule firme, et qui aboutit à abandonner dans la lutte toutes les maisons qu'il plait aux patrons de décevoir. Inutile d'ajouter que la masse des grévistes de ces boîtes, désorganisée, découragée, disloquée, va rester inactive, s'effritera peu à peu; les plus faibles rentreront individuellement; ce sera la mort du mouvement et ce sera la dégringolade de l'organisation syndicale dans cette branche des électriciens où le syndicalisme avait toujours eu tant de peine à pénétrer.

Mais, direz-vous, puisque l'assemblée générale des grévistes a ratifié cette proposition, ne faut-il pas s'incliner ? Pourquoi ceux qui s'y opposaient n'ont-ils pas parlé à temps ?

Un instant : ceux qui ont assisté à cette assemblée générale peuvent vous raconter comment une fois de plus la démocratie ouvrière, la volonté des syndiqués, ces « cochons de payants » a été étranglée. D'abord l'éternel truc de prendre tout le temps de la réunion par les exposés des secrétaires; les faire parler presque jusqu'à la clôture, jusqu'au moment où les grévistes sont fatigués, où leur mécontentement ne peut plus s'exprimer que par des cris, mais sans propositions pratiques.

Les exposés des secrétaires furent piteux; des coups de sifflets et des huées les accueillirent. Cavagnera surtout, le secrétaire des producteurs d'énergie qui si souvent avait promis son appui, fut particulièrement hué. Cela se comprend : pour être certain de ne pas voir s'étendre le mouvement dans sa branche, il sabota sa propre réunion, déplaçant la date de celle-ci à l'improviste. Naturellement, les ouvriers non touchés ne vinrent pas, le dirigeant invoqua leur indifférence et proclama l'impossibilité d'aller à la lutte avec pareil état d'esprit. Le tour était joué.

Quant à Kintzelmann, il tremblait encore de la frousse que lui avaient communiquées les remontrances de la Préfecture de police. Ce « chef », ce « responsable » était vraiment dégonflé devant une simple menace.

Quand les grévistes demandèrent la parole, le bureau leur répondit qu'il était trop tard, que les Conseils syndicaux avaient déjà pris la décision de la reprise et qu'il n'y avait plus qu'à la ratifier. Mensonge : au Comité Central de grève, six maisons les plus importantes s'étaient farouchement opposées à la capitulation.

A travers des cris et des interruptions, la volonté des syndiqués dictait la solution juste; extension du mouvement par l'arrêt de la production du courant, Paris plongé dans l'obscurité et atteint dans les transports. Un des dirigeants évoqua alors l'impossibilité due à l'apport de l'énergie des centrales lointaines grâce au système des interconnexions. Il oubliait qu'il parlait à des ouvriers électriciens qui savent combien l'action directe peut aisément interrompre cet apport.

C'est d'ailleurs là l'explication réelle de la capitulation. Les dirigeants syndicaux, communistes et réformistes, craignent de faire de la peine au gouvernement Blum, à cette poste du Front populaire; les gestes d'action directe se multipliaient au cours des dernières semaines; leur vigueur et leur efficacité devenaient admirables. Jaunes corrigés, chantiers arrêtés, travail des traitres interrompu. Cela pouvait donner de la graine. Et puis pensez donc : l'action de Patand ressuscitée, c'était le beau temps de la C.G.T. d'avant guerre revenu, c'était la lutte syndicale libérée des politiciens.

Cela, les Kintzelmann et les Cavagnera, inspirés par leurs fractions politiques n'en veulent à aucun prix. C'est pour cela que, nombreux, les électriciens vont rester sur le pavé, que leurs femmes et leurs enfants vont avoir faim. Victimes d'un mouvement de solidarité, ils se voient refuser cette même solidarité.

Conclusion : Ne pas retourner la colère et la haine contre le Syndicat lui-même. Attention au syndicat fasciste qui va chercher à happer les irascibles et les impatients.

Non, pas de trahison. Mais commençons immédiatement la campagne pour éliminer la bande d'incapables, de froussards et d'arrivistes qui nous ont mis dans le pétrin où nous sommes.

Un groupe de monteurs-électriciens.

Contre les déviations syndicales

Le Comité Confédéral National de la C.G.T. qui vient de se tenir a révélé l'esprit d'indécision des dirigeants syndicaux devant les graves problèmes de l'heure et leur persistance à suivre jusque dans ses erreurs le gouvernement de Front populaire auquel ils ont lié le sort de la classe ouvrière.

Cela apparaît surtout dans la résolution relative aux événements d'Espagne dans laquelle on cherche vainement un appel à l'action directe des travailleurs pour dépecer et saboter le ravitaillement en armes des fascistes. On se contente de demander aux gouvernements des Etats démocratiques d'agir en commun au sein du Comité de Londres de non-intervention pour que cesse cette situation : on s'adresse au Conseil de la S.D.N. pour prendre « des décisions fermes » quand on connaît les précédents sino-japonais, italo-éthiopiens, etc.

Jouhaux a justifié l'attitude du gouvernement conditionnée, paraît-il, par celle de l'Angleterre conservatrice. Il a reconnu l'inutilité de demander aux travailleurs d'Allemagne et d'Italie d'empêcher les agissements de leurs gouvernements en faveur des rebelles, mais s'est bien gardé d'exiger en contre-partie le relâchement du blocus exercé par le mouvement français à l'égard des gouvernements étrangers.

Certes, le secrétaire général a dit aussi que la C.G.T. « entend continuer à aider matériellement, sous toutes les formes, les combattants pour l'Espagne libre... sous sa propre responsabilité, sans tenir compte des décisions pouvant être prises sur les terrains parlementaire et gouvernemental », mais on retrouve plus loin, sur le même thème, une attitude différente ainsi définie : « ...toute notre action a été dirigée en vue de faire que l'organisation syndicale, par ses moyens propres, sous sa responsabilité propre, agisse en vue d'apporter à nos camarades espagnols toute l'aide matérielle et morale possible, sans pour cela faire de cette question une

question de politique intérieure dirigée contre le gouvernement de Front populaire ». Comment concilier cette attitude avec la précédente.

Regrettons, en tout cas, que, sur le plan de l'aide matérielle, on n'ait pas encore envisagé, à ce C. C. N., de demander aux travailleurs organisés dans la C. G. T. une contribution régulière exceptionnelle, soit hebdomadaire ou mensuelle, au lieu de s'en remettre à l'initiative de chacun, ce qui a rapporté à ce jour cinq millions en cinq mois, c'est-à-dire 1 franc par adhérent. L'expérience de cette méthode a été faite avec succès dans nombre d'usines de la région

parisienne, où les ouvriers abandonnent régulièrement une heure de travail par semaine. Cet exemple peut se généraliser si l'on veut s'en donner la peine.

**

La question espagnole a quelque peu éclipsé les questions d'ordre intérieur pourtant importantes. Le problème de l'application des 40 heures a été complètement délaissé. Par contre, Jouhaux a défini la position du bureau confédéral et de la commission administrative sur le projet de conciliation et d'arbitrage obligatoires ainsi que sur la neutralisation des usines, sans rencontrer aucune opposition. Il a cru bon d'ajouter que la loi qui instituerait la conciliation et l'arbitrage obligatoires ne fera que traduire une pratique déjà établie puisque toutes les grèves, « ...même celles qui, apparemment, ont revêtu un caractère révolutionnaire, ...ont fait appel au bureau de la C. G. T. pour des interventions auprès des ministres différents... » Jouhaux oublie simplement de rappeler qu'il y avait dans cette pratique, la tactique d'occupation d'usines, répudiée et condamnée dans le projet qu'il a élaboré en accord avec les patrons et le gouvernement.

On connaît notre position sur ce point. Constatons pour aujourd'hui que, fort heureusement, la plupart des travailleurs en lutte ne tiennent aucun compte des tractations et autres combines politico-syndicales. Hors de toutes les parolottes, le fait de la lutte de classes qui prend chaque jour plus d'acuité leur impose l'action directe par la grève, y compris l'occupation qu'ils reconnaissent comme la meilleure arme et qu'ils continueront à pratiquer envers et contre tous ses détracteurs.

A nous de les soutenir pour opérer le redressement nécessaire.

N. FAUCIER.

La réception des délégués espagnols
au Comité National de la C. G. T.

Mardi le Comité National de la C.G.T. qui siégeait depuis plusieurs jours a reçu une délégation des Confédérations Espagnoles U.G.T. et C.N.T. et l'a longuement accueillie. Remarquons que c'est la première fois que la C.G.T. reconnaît officiellement la C.N.T., comme représentante d'une importante fraction du prolétariat ibérique.

Vidiella prononça quelques brèves paroles, réclamant avec insistance au nom de la C.N.T. et de l'U.G.T. une aide efficace des syndicalistes français.

Il fut formellement promis que la C.G.T. intensifierait son aide matérielle aux antifascistes espagnols.

Saluons cette déclaration mais agissons en sorte que cela ne reste pas une formule de politesse et que les métallurgistes, les dockers et les douaniers de la C.G.T. sollicités à contribution pour que les armes et les fournitures, parviennent aux combattants d'outre-Pyrénées.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

CHEZ LES BOUCHERS ETALIERS

« Nos avantages acquis sont violés, la grève est une nécessité, elle fera reculer le patronat ».

Reniant leurs engagements signés lors des grèves de juin, nos patrons voudraient de nouveau nous imposer les 34 heures, tandis que plus de 2.000 chômeurs végètent dans le bureau de placement et créent une multitude de catégories de salaires pour diviser les ouvriers. Ils boycottent aussi le placement paritaire et ont recouru en la circonstance à leurs bons auxiliaires qui sont toujours les policiers clandestins. Devant ces faits il faut tout de suite relever le défi des Serre, Deshaies (chef Croix de Feu du 19^e arrondissement) et consorts.

Tout de suite organisons la résistance ouvrière, préparons la grève sur la base des quartiers pour le jeudi 24 et 25 décembre et, si nécessaire, jusqu'au dimanche, mais le patronat comprend bien avant le fin de la semaine, en ses froids jours de défilé que sont la Noël et les jours qui suivent.

Cette grève est une nécessité devant l'attitude de notre patronat de combat si nous ne voulons pas de nouveau subir les bas salaires et les longues journées de travail qui réduisent déjà au chômage plus de 2.000 de nos camarades. La grève sera seule efficace pour faire reculer le patronat, il ne faut pas aller plus loin dans la capitulation, les réformistes et les conciliateurs n'auront que le mépris des ouvriers s'ils s'opposaient à la lutte.

Les ouvriers bouchers veulent et imposeront par leur combativité, par leur cohésion les 40 heures intégrales, un salaire vital, l'échelle mobile des salaires qui doit suivre l'indice du coût de la vie qui a augmenté de 20 % depuis juin.

A l'offensive et à la provocation patronale, nous saurons nous organiser et résister, mieux, de la lutte nous arracherons des augmentations de salaires qui sont indispensables et la suppression de la nourriture avec indemnité compensatrice.

Déjà nous savons que le syndicat professionnel français se prépare à saboter la grève, cela ne nous étonne pas, puisque les dirigeants sont des patrons ou de leurs agents camouflés en syndicalistes, il y a le fameux Nelle qui fait partie de la bande, celui-là, lorsqu'il était à la C. G. T., plus il faisait d'adhésions, plus il dépensait, si bien qu'il avait autant de dépenses que de recettes dans ses déplacements qu'il faisait en taxi, maintenant, il essaye avec des bons de soupe et la coutumière philanthropie des syndicalistes professionnels, il ne restera plus qu'à Deshaies que son stupide cri de ralliement de la « France aux Français ».

Les disciples du colonel de la Rocque en seront pour les frais, et nous ne marcherons pas dans le répertoire habituel de ses gens à qui, à chaque fois que les ouvriers revendiquent ou font grève, prétendent pour la faire échouer, que c'est la grève politique, ce vieux cliché usé qui ne prendra plus, ni la grève des chômeurs professionnels, il ne restera plus qu'à Deshaies que son stupide cri de ralliement de la « France aux Français ».

Mais toutes les manœuvres patronales seront déjouées déjà dans les quartiers, de boutique en boutique organisons, discutons des moyens d'action ou chacun dans son comité doit apporter son initiative et son effort personnel.

La grève est la meilleure arme des travailleurs et, lorsqu'elle est totale, elle a vite fait de ramener le patronat à la raison. Pour cela, il dépend de l'activité de chacun de nous apportera dans la lutte.

Le patronat attaque nos conditions de vie. Préparons la grève de masses. Pour les 40 heures intégrales. Pour des augmentations de salaires à toutes catégories. Pour la suppression de la nourriture. En avant ! en avant pour la victoire totale.

BRAVO, LES PATISSIERS

Tandis qu'on n'entend parler partout que de conciliation, de bonne volonté en face du patronat, en l'honneur du Front populaire, voici des ouvriers qui n'hésitent pas non seulement à appliquer le principe de l'occupation, mais encore de prendre comme juge et témoin, le public.

Les pâtisseries parisiennes ne pouvant obtenir des patrons la signature du contrat collectif se souviennent que « la force est l'accouchée des sociétés » et décident de donner leur petit coup de pouce.

Sans crier gare, à la fin d'une après-midi, ils

s'amenèrent dans deux grandes maisons, en plein Paris, place Jules Joffrin et boulevard Beaumarchais et occupèrent les salles de vente. Là, ils commencèrent à expliquer aux amateurs de pâtisseries dans quelles conditions celles-ci étaient travaillées. Leur succès fut grand, puisqu'à un certain moment environ 2.000 personnes admirèrent le spectacle. La « police républicaine » n'intervint pas sans doute pour ne pas chahuter dans les glaces et les vitrines. Les pâtisseries se proposent de recommencer.

L'exemple est bon. Cette tactique d'attaquer à l'improviste de ne pas s'obstiner jusqu'à une lutte inégale, mais de recommencer souvent son action afin de mettre l'ennemi sur les dents, tous ces procédés méritent d'être repris par les professions qui se trouvent en contact direct avec le public.

Que dirait le patronat des grands magasins devant une pareille occupation surtout si une foule de chômeurs s'amenait pour l'admirer ? Que feraient les propriétaires de cafés chics devant pareilles visites inattendues ? Allons, le prolétariat n'a pas épuisé tout son génie d'invention pour imaginer de nouveaux moyens de lutte et bien des surprises attendent les patrons.

N. Lenoir.

Dans les boîtes et sur les chantiers

CHEZ BRANDT, USINE DE MORT

Devant les menaces de guerre, et la production intense des engins d'assassinat dans l'usine les pacifistes jettent le cri d'alarme.

Où allons-nous ? Gouvernement de Front populaire, Gouvernement de Paix, nous as-tu dit, ton devoir est de mettre en actes tes paroles; change notre fabrication, assez de canons et d'obus pour le Pérou et l'Italie, via Franco, assez d'engins criminels pour la prochaine. Les victimes de 1914-18 ne sont pas encore toutes ensevelies.

Il faut que dans ces temps sinistres le grand cri du peuple des usines retentisse pour éviter la catastrophe future.

Des charnières mais plus de canons ! Pour la collectivité et non pour son assassinat. Que ce cri devienne le mot d'ordre des métallos Brandt, plus rien pour la guerre, et notre labour pour la paix.

L'on parle d'une filiale Brandt en formation à l'étranger, nous en reparlerons, messieurs les rabatteurs.

L'anarcho syndicaliste.

La reprise

M. Verger a reçu le délégué de sa boîte avec le sourire. Ses déclarations n'en sont pas moins

AUX METALLURGISTES

Les anarchistes travaillant dans les usines de métallurgie de la région parisienne sont priés de donner leur adresse au Libertaire.

POUR LEUR FERMER LA GUEULE

L'arrêt
de « Gringoire »

Notre ami Biso, un des secrétaires du Comité intersyndical du Livre parisien, a publié dans le bulletin de cet organisme qui a pris comme l'on sait l'initiative d'interdire, après le suicide de Salengro, la parution de l'immonde feuille Gringoire, un article dont nous avons plaisir à reproduire les passages essentiels.

Nous n'étions pas des amis de Salengro. Et nous eussions préféré que le geste de représailles des ouvriers du Livre eût pour cause les ignobles mensonges de la presse fasciste sur les événements d'Espagne. Mais on ne choisit pas toujours son heure... Et tel quel le geste d'action directe des ouvriers du Livre mérite — nous l'avons d'ailleurs fait ici même dès la première minute — d'être approuvé sans réserve.

Notre décision d'empêcher la parution de Gringoire, au lendemain de la fin tragique de Roger Salengro, victime de l'odieuse diffamation du pamphlétaire fasciste, a trouvé dans les rangs de la classe ouvrière l'écho unanime que nous attendions.

La conscience tout entière du monde ouvrier en a paru soulagée. Car l'impuissance où se trouvait le gouvernement de donner une immédiate riposte vengeresse au crime de la presse pourrie était une carence insupportable à tout cœur ouvrier. Car, en Salengro, la presse pourrie ne visait que la classe ouvrière.

Aussitôt ils ont dénoncé la dictature syndicale. Notre censure de l'infâme poison tendant à nous détruire, ils l'ont relevée comme la plus dangereuse atteinte à la liberté d'écriture. Nous voilà les fossoyeurs de la liberté de la presse !

Est-il besoin de répondre que nous avons entendu défendre les libertés, celles qui expriment la vérité, cette vérité qu'ils travestissent, trahissent, piétinent délibérément pour le triomphe de leur loi de la jungle, du business, du gangster.

Ils réclament la liberté d'insulter, de diffamer, de détruire par tous les moyens tout ce qu'y s'oppose à leur tyrannie de classe ; la liberté de tuer la liberté !

On nous dit que la loi, enfin, établira la distinction entre la liberté d'écriture et celle de diffamer.

Etabli-elle le moyen, pour la classe ouvrière, d'empêcher la mobilisation, par la presse pourrie, de toutes les forces tendant à son écrasement par l'avènement du fascisme ? Pour la classe ouvrière c'est toute la question.

On est effaré du cynisme qui s'abrite derrière le droit de propriété : « le droit d'user et d'abuser » ou veut s'identifier la liberté de presse.

Le droit d'abus doit disparaître. Ou bien nul n'aura le droit de s'étonner de la réplique naturelle du droit de la classe ouvrière, celui des occupations des usines et du refus du travail qui assure seul son droit à la vie, son droit de punir ses pires ennemis de classe, les infâmes.

JEAN BISO.

Intérêt ouvrier
ou intérêt gouvernemental

Voulant répondre à l'activité des cellules communistes le parti S. F. I. O. tente de dresser des organisations capables de mener la propagande sur le terrain même du travail.

Nous ne sommes pas adversaires de ces sections d'entreprise, d'une part parce que nous reconnaissons à chaque ouvrier le droit de mener son agitation comme bon lui semble et d'autre part, il est pratiquement impossible d'empêcher cette activité.

Mais nous voulons attirer l'attention des travailleurs sur le danger que constituent les développements possibles de la lutte politique dans les boîtes pour le mouvement syndical.

En effet, le Parti Communiste lance déjà l'idée de liaison entre les cellules et les amicales socialistes sur la base et dans l'esprit du Rassemblement Populaire. Cela signifie pratiquement que le Parti Communiste qui sent la volonté de lutte de la classe ouvrière percer au travers de la bureaucratie syndicale et agir sur les lieux de travail tente de remplacer la lutte syndicale à l'usine par une forme de lutte politique, avec tous les désavantages que cela comporte.

Si jusqu'à présent c'étaient les travailleurs dans les assemblées syndicales, avec plus ou moins de démocratie, avec plus ou moins de pression des sommets qui décidaient de la conduite à tenir il apparaît que certains efforts vont être tentés pour substituer à cette pratique la volonté des partis enchaînés soit à la collaboration de classes, soit à la politique extérieure d'Etat dictatorial.

Supposons — et cette supposition est loin d'être gratuite — que demain des cartels se constituent dans les usines suivant le modèle du Front Populaire et acceptant les formules de ce front : paix sociale, respect de la légalité, collaboration de classes.

Ce serait pratiquement la mort de toute lutte contre le patronat, l'abandon de l'action directe, cela serait la minime totale des hommes politiques sur les syndiqués.

Devant ce danger, il faut réagir et rapidement. Propagande, oui, et nous-mêmes nous ne nous en priverons pas, mais remplacement de la volonté directement exprimée par les travailleurs au profit des combinaisons gouvernementales, non.

Que les ouvriers anarchistes, que tous les syndicalistes sincères défendent plus que jamais l'indépendance du syndicalisme et la démocratie ouvrière, qu'ils s'organisent dans ce sens. Il est temps. — R.